

Requesting Organization :	Save the Children			
Allocation Type :	RA2 Juillet 2023– Réponse humanitaire aux personnes déplacées affectées par les conflits dans les provinces de Mai-Ndombe, du Nord-Kivu, de l'Ituri et de Tanganyika, avec un accent particulier sur la PSEA et les retournés			
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage		
Sécurité Alimentaire		33.00		
Protection de l'Enfance		67.00		
		100		
Project Title :	Réponse en Protection de l'enfant et moyens de subsistance aux personnes déplacées et retournées à l'est de la RDC.			
Allocation Type Category :				
OPS Details				
Project Code :		Fund Project Code :	CBPF-DRC-23-R-INGO-26147	
Cluster :		Project Budget in US\$:	1,200,000.00	
Planned project duration :	12 Months	Priority:		
Planned Start Date :	14/08/2023	Planned End Date :	13/05/2024	
Actual Start Date:	28/08/2023	Actual End Date:	27/08/2024	
Project Summary :	<p>La réponse en matière de protection de l'enfance et de moyens de subsistance aux déplacés et aux rapatriés dans l'Est de la RDC représente une approche globale et intégrée pour relever les défis urgents auxquels sont confrontées les communautés vulnérables. Cette initiative à double facettes reconnaît la nature interconnectée de la sécurité alimentaire et de la protection de l'enfance, et vise à apporter un changement transformateur dans la vie des personnes touchées.</p> <p>En réponse aux problèmes complexes et interdépendants qui prévalent dans la région, le projet est conçu pour créer un impact durable en ciblant simultanément ces 2 secteurs critiques.</p> <p>Nos efforts en matière de protection de l'enfance visent à établir des espaces sûrs et des mécanismes de protection pour les enfants, les protégeant de l'exploitation, des abus et de la négligence. Notre intervention en sécurité alimentaire vise à Renforcer la production agricole et l'accès aux marchés des personnes retournées et des communautés d'accueil et Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux personnes vulnérables, notamment les femmes enceintes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.</p> <p>En outre, notre projet reconnaît le contexte plus large d'instabilité et de vulnérabilité au Nord-Kivu. En abordant ces problèmes fondamentaux de manière globale, nous aspirons à renforcer la résilience des communautés dans un contexte de défis socio-économiques et environnementaux. Grâce à des partenariats stratégiques avec des organisations locales et des agences gouvernementales, nous visons à construire des systèmes durables qui permettent aux communautés de prendre en charge leur propre bien-être et leur avenir.</p> <p>Afin de mettre en place cette intervention multisectorielle, Save the children travaillera en partenariat avec 2 organisations locales : dont Umoja in action qui percevra 530000 dollars américains (Afin mettre en œuvre les activités de protection de l'enfance au sein des CFS dans différents sites de déplacés) et AVUDS (qui s'occupera d'implémenter les approches liés à la mise en place des AGR et des activités de relèvement au sein des communautés retournées à Masisi pour un montant de 250 000 Dollars américains).</p>			
Direct beneficiaries :				
Men	Women	Boys	Girls	Total

2,075	2,900	3,300	4,025	12,300
-------	-------	-------	-------	--------

Other Beneficiaries :

Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
	1,378	2,090	2,130	2,653	8,251
	0	0	0	0	0
	697	810	1,170	1,372	4,049
	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0

Indirect Beneficiaries :

Les bénéficiaires indirects sont tous les membres des communautés, car ils bénéficient de différents types d'activités de protection et sécurité alimentaire qui ont un impact positif à différents niveaux (niveau individuel, familial et communautaire) sur la structure communautaire. Les zones d'intervention ont été sélectionnées en collaboration avec le GTPE de NK -Pour la protection) et d'autres partenaires sur la base de l'analyse des rapports humanitaires montrant les récents déplacements massifs de personnes dans les zones cibles à l'intérieur et autour de Goma et dans le Masisi, où l'aide humanitaire minimale leur est actuellement accessible. 67 650 personnes bénéficieront indirectement de ce projet. En particulier, Ces bénéficiaires indirects seront touchés lors des activités de mobilisation communautaire visant à sensibiliser toute la communauté en général

Catchment Population:

Link with allocation strategy :

L'intervention proposée est alignée sur la deuxième Allocation Réserve du Fonds Humanitaire de la RDC en 2023, notamment sur l'axe 2 de sa stratégie à savoir « la réduction de la pression sur les sites de déplacés internes, en soutenant les mouvements de retour dans la mesure du possible » pour soutenir les retournés vulnérables de la crise M23 dont la capacité de générer des revenus et d'acquérir des intrants de base pour protéger leurs moyens de subsistance dans la zone de santé de Kirotshe dans le territoire de Masisi. L'objectif de la composante moyens de subsistance de cette action est d'accroître la résilience des populations retournés en améliorant et en diversifiant les moyens de subsistance (création des activités génératrices de revenu et support à la production agricole) afin de réduire le recours aux mécanismes d'adaptation négatifs et de veiller à ce que les besoins des familles soient satisfaits et amélioreront durablement leurs moyens de subsistance et leur résistance aux nouveaux chocs dans l'aire de santé de Kirotshe dans le Masisi. SC a la capacité de préfinancer les activités dès la première semaine de signature du contrat.

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone

BACKGROUND

1. Humanitarian context analysis

2. Needs assessment

La situation Au nord kivu

RDC met en évidence les besoins critiques des enfants, les plus touchés par les multiples crises humanitaires dans le pays. Les mouvements de population, causés principalement par des attaques armées et des conflits intercommunautaires, ont un impact dévastateur. Le rapport de l'UNICEF (07,23) indique qu'il y a 840 000 personnes déplacées. Sur un total de 1,5 million de déplacés depuis janvier, 800 000 sont des enfants, notamment dans les zones de Goma (Nyiragongo, Karisimbi) et Kirotshe.

L'insécurité a particulièrement affecté près de 240 000 enfants récemment déplacés qui vivent dans des vastes camps autour de Goma exposés à tout type d'abus. Dans le territoire de Masisi, l'une des zones accueillant de nombreux déplacés, 87% des ménages ont une consommation alimentaire faible et limite en raison des déplacements répétés, de la surpopulation et du manque d'accompagnement des agriculteurs (accès aux semences, formation, etc.).

La crise a contraint les filles et les femmes à développer des stratégies de survie négatives, qui augmentent les risques de violence sexuelle et sexiste, en particulier dans l'exercice d'activités sexuelles rémunérées pour survivre. Selon le cluster Protection, depuis le début de l'année 2023, 10 339 survivants de VBG ont été pris en charge, dont la plupart sont des survivants de tentatives d'abus sexuels violents.

3. Description Of Beneficiaries

4. Grant Request Justification

Le projet contribue à l'objectif stratégique 2 du HRP dans le sens où sa mise en œuvre permettra à SCI et ses partenaires d'apporter une réponse directe aux multiples besoins identifiés auprès de la communauté hôte et déplacée. Son objectif est d'assurer, avec une approche intégrée, l'efficacité de la prise en charge des cas référés par les acteurs communautaires, la mise en œuvre et le suivi du processus IDTR, la prise en charge et la réinsertion des survivants des CAAE et des VBG, ainsi que le placement temporaire en famille d'accueil. Les interventions de sécurité alimentaire sont formulées pour aider les populations vulnérables à reconstruire et à renforcer les moyens de subsistance au sein de leurs communautés, en mettant l'accent sur les initiatives collectives et individuelles de génération de ressources, tout en maintenant une approche sensible aux conflits. SCI opère au Nord-Kivu depuis 1994, mettant en œuvre des programmes humanitaires et de développement pour les enfants marginalisés et leurs familles, qui comprend un bureau principal à Goma et un bureau satellite à Kamango, et met en œuvre des programmes de soutien AGR avec 260 ménages de retour de la crise ADF.

5. Complementarity

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

<p>
Contribuer à l'amélioration immédiate des conditions de protection des enfants vulnérables et les moyens de subsistance de leurs familles déplacées et retournés suite aux conflits dans l'est de la RDC.

</p>

Sécurité Alimentaire								
Cluster objectives		Strategic Response Plan (SRP) objectives		Percentage of activities				
(SECAL2) - Créer ou reconstituer les moyens d'existence dans les milieux fragiles et à la suite de situations de crise.		SO2: La réponse humanitaire multisectorielle permet à 4M de F, H, f, g affectés par des crises d'améliorer leurs conditions de vie et renforcer leurs capacités à prévenir, faire face et se relever des chocs		100				
Contribution to Cluster/Sector Objectives : Comme indiqué ci-dessus, la composante Moyens de Subsistance vise à contribuer à l'objectif 2 du cluster sécurité alimentaire en améliorant la production agricole à travers la distribution des intrants agricoles (production agricole d'urgence) et la mise en place des Activités Génératrice de Revenu. Massisi est l'un des territoires de la province du Nord Kivu affectée par cette crise d'insécurité alimentaire, cette dernière est intégrée parmi les territoires prioritaires du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) pour 2023. En raison des chocs climatiques et sécuritaires, la zone projette d'enregistrer une très faible production agricole, alors que la population a cruellement besoin pour la prochaine période de soudure, ce qui devrait entraîner une nouvelle détérioration de la situation alimentaire et un niveau de malnutrition aiguë préoccupant chez les enfants des groupes vulnérables pendant les périodes soudures à venir (Septembre-Novembre 2023). L'action est également conforme aux priorités du cluster sécurité alimentaire, avec la fourniture des assets pour la production des revenus et la relance des activités agricoles afin de faire face aux chocs et assurer un relèvement rapide et proactif. Les ménages vulnérables parmi les retournés recevront un kit AGR (Appui aux activités Génératrices de Revenus) pour lancer des activités économiques et des kit d'intrants et outils agricoles pour la production agricole. Ces derniers seront accompagnés dans le cadre d'une formation technique pour la mise en œuvre de ces activités. Ils recevront un suivi régulier de la part des équipes du programme en collaboration avec les services techniques du gouvernement disponible dans la zone d'intervention notamment IPAGRI/ITAGRI (Inspection Provinciale de l'Agriculture / Inspection Territoriale de l'Agriculture). Cette action contribuera également à l'amélioration des conditions de vie et de l'accès à l'assistance et à la protection pour les personnes handicapées et les personnes ayant d'autres besoins spécifiques (limitées aux ménages dirigés par des femmes, aux enfants vulnérables exposés à la négligence, aux abus, à la violence, à l'exploitation et au mariage d'enfants) et la réponse d'appui aux retours. Une importance capitale sera accordée à la question du genre, la jeunesse et la sensibilité au conflit dans toute la période de la mise en œuvre du projet et particulièrement dans la phase de ciblage des bénéficiaires et le suivi d'impact de l'intervention auprès des ménages suivis								
Outcome 1								
Renforcer l'accès aux moyens de subsistance de 650 (3900 personnes) ménages vulnérables à Kirtoshe/territoire du Massisi grâce à la mise en place des Activités génératrice de Revenu et l'appui à la production agricole d'urgence.								
Output 1.1								
Description								
250 ménages vulnérables reçoivent des assets pour les AGR afin d'améliorer leur production de revenus pour couvrir leur besoin de base.								
Assumptions & Risks								
Indicators								
			End cycle beneficiaries			End cycle		
Code	Cluster	Indicator	Men	Women	Boys	Girls		
Indicator 1.1.1	Sécurité Alimentaire	<p>Nombre de ménages vulnérables qui ont reçu des appuis d'asset AGR et une formation pour améliorer leur production de revenus. </p>	92	108	0	0	200	
Means of Verification : <p>Liste des d'émarginage des bénéficiaires ; rapport d'activité. </p>								
Indicator 1.1.2	Sécurité Alimentaire	<p>Pourcentage de ménages (bénéficiaires) qui déclarent être en mesure de répondre aux besoins fondamentaux de leur ménage (tous/la plupart/quelques-uns/aucun), en fonction de leurs priorités (alimentation, AME, WASH, éducation, santé, etc.) </p>	0	0	0	0	70	
Means of Verification : <p>Liste des d'émarginage des bénéficiaires ; rapport d'activité. </p>								
Indicator 1.1.3	Sécurité Alimentaire						80	
Means of Verification :								

Indicator 1.1.4	Sécurité Alimentaire	<p>AAP - Pourcentage de personnes affectées qui déclarent avoir pu accéder à l'aide et aux services humanitaires de manière sûre, accessible, responsable et participative </p>	0	0	0	0	80
-----------------	----------------------	--	---	---	---	---	----

Means of Verification : <p>AAP - Pourcentage de personnes affectées qui déclarent avoir pu accéder à l'aide et aux services humanitaires de manière sûre, accessible, responsable et participative
</p>

Activities

Activity 1.1.1

Conduite d'une évaluation rapide du marché sensible au genre et identification des filières AGR de valeur ajoutée

Ces évaluations et analyses comprend des éléments sur la fonctionnalité du marché, les fournisseurs de services financiers disponibles, la dynamique des genres, les risques identifiés, etc. Le projet conduira également une évaluation du marché pour les opportunités AGR de valeur ajoutée, afin d'évaluer et de tester de nouvelles opportunités de marché à mesure que de nouvelles compétences et idées émergent pour les produits à valeur ajoutée sur l'exploitation et hors de l'exploitation. Cela aidera les groupes vulnérables (les retournés et les IPDs) à apprendre à s'adapter afin de tirer profit des niches de marché ou d'en créer de nouvelles. Le suivi du marché sera effectué sur une base mensuelle pour surveiller les prix du marché et étendu sur une base mensuelle aux fonctionnalités clés du marché, y compris l'accès sûr au marché, la qualité et la quantité des marchandises et la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Les résultats seront fréquemment communiqués aux membres des groupes de travail cash aux niveaux local et national et des adaptations du programme seront mises en place si nécessaire (adaptation de la valeur de transfert, changement de modalité/mécanisme de distribution, etc.).

Activity 1.1.2

Mobilisation communautaires et ciblage des bénéficiaires.

Les communautés seront sélectionnées là où des personnes ont été déplacées au cours des 18 derniers mois, là où des personnes sont revenues au cours des six derniers mois, et dans les zones qui, au cours des 12 derniers mois, ont reçu un afflux de plus de 500 personnes ou un afflux dépassant la capacité locale. Les activités de restauration des moyens de subsistance par le biais du développement d'AGR et de la formation sont mieux adaptées à la planification liée à l'appui aux retours dans la zone d'intervention. Le programme sélectionnera les bénéficiaires par le biais d'un processus d'identification communautaire basé sur des critères de vulnérabilité socio-économique. L'auto-identification se fait par l'intermédiaire d'un comité de ciblage qui enregistre les noms des ménages qui répondent aux critères requis, et ces listes seront utilisées comme base pour effectuer une vérification. SCI et AVUDS assureront que les femmes sont représentées dans ce comité. La vérification des bénéficiaires se fera ensuite par le biais d'une enquête conduite par l'équipe MEAL afin de s'assurer qu'ils répondent aux critères. Les critères de vulnérabilité socio-économique, les bénéficiaires seront sélectionnés sur la base des critères suivants : le taux de dépendance du ménage, le sexe, le revenu et l'âge du chef de famille, le score de consommation alimentaire et le score sur l'indice de stratégie d'adaptation, qui sera utilisé comme indicateur de la vulnérabilité globale du ménage. Les ménages seront évalués sur la base de ces indicateurs au moyen de questionnaires et d'enquêtes individuels. SC enregistrera tous les bénéficiaires, en veillant à la protection des données, en utilisant un questionnaire d'enregistrement standard pour collecter des données qui seront recoupées avec une base de données d'acteurs mettant en œuvre un soutien similaire pour éviter les doublons, principalement les acteurs de Sécurité alimentaire et moyens de subsistance (FSL). Afin de maximiser l'impact de notre intervention et d'éviter les chevauchements et la duplication des efforts, il s'agit d'une pratique habituelle pour la plupart des acteurs actifs. Une première liste provisoire des bénéficiaires sera affichée puis une collecte de plaintes et traitement sera effectués avant la publication définitive de la liste des participants à l'assistance.

Activity 1.1.3

Formation des participants sur la gestion administrative et financière d'une AGR

La formation aux compétences commerciales associée aux transferts monétaires fournit des règles générales pour une gestion d'entreprise réussie, articulées autour des règles de gestions administrative et financière d'une AGR, notamment la séparation de l'épargne privée et de l'épargne commerciale, la connaissance des clients, la recherche du soutien de la communauté et la fixation de prix corrects. En outre, la formation s'articulera autour du fonctionnement des activités génératrices de revenus durables, des compétences commerciales de base et une alphabétisation de base. La formation dure environ 5 jours. Les activités de rétablissement des moyens de subsistance seront principalement destinées aux femmes. Ce ne sera pas le critère de sélection des ménages. Néanmoins, chaque fois qu'une femme sera disponible pour participer aux activités, elle sera considérée comme la principale bénéficiaire du ménage, participant à la formation aux AGR et recevant les transferts du ménage. Les enseignements tirés du programme précédent d'appui en AGR à Kamango (Djiapanda et Kikura) indiquent que pour que les femmes puissent contribuer aux décisions et à la création de revenus dans leurs ménages, il est utile d'adopter une approche sexospécifique. Traditionnellement, le pouvoir de décision des femmes est minime, en particulier en ce qui concerne les dépenses du ménage. Par conséquent, le programme inclura dur la formation un module sur l'égalité des sexes et la sensibilisation aux rôles des hommes et des femmes, ainsi que la participation des femmes à la prise de décision au sein du ménage.

Activity 1.1.4

Mise en place des plan d affaire et transfert des asset/kit de démarrage pour la création des AGRs

Après la formation en gestion d'entreprise, le programme aidera les ménages et les groupes à décider des activités de restauration des moyens de subsistance les plus appropriées au contexte et aux individus. En s'appuyant sur la formation commerciale, les ménages élaboreront un plan d'affaires simplifié détaillant leurs connaissances de l'activité sélectionnée, le capital requis ou les actifs productifs. Les activités génératrices de revenus précédemment soutenues comprennent le commerce de produits manufacturés ; la vente de produits agricoles et les produits de transformation tels que la farine de manioc, le maïs, l'huile végétale; le commerce de produits alimentaires tels que le riz, le manioc, les tomates, le poisson. Le programme discute avec la communauté locale pour identifier les différentes entreprises déjà présentes dans la région afin de déterminer si les modèles d'entreprise sont viables sur le site du programme. Le degré de saturation du marché par une activité particulière sera également pris en compte. Dans le cadre de cette intervention chaque ménages bénéficiaires recevra un kit AGRs d'une valeur moyenne de 200\$ dépendant de son plan d'affaire. 250 ménages vulnérables (1,500 personnes) seront ciblés pour cette activité. Dès le démarrage sur la base du plan d'affaire, pour le premier round de transfert d'asset pour les AGR, environ 50% à 60% du kit sera remis aux bénéficiaires. Durant les trois premiers mois suivant l'assistance, les Assistants Livelihood du programme rendront visite aux ménages pour contrôler et s'assurer que les activités génératrices de revenus sélectionnées sont appropriées et viables, et fourniront un accompagnement et un suivi continu. À la fin du troisième mois une évaluation de la mise en place des plan d'affaire sera faite et sur la base des résultats de celle-ci, les bénéficiaires recevront un second round (entre 40% et 50%) du kit alloué.

Activity 1.1.5

Monitoring et coaching des participants sur le fonctionnement des AGR

L'accompagnement et le suivi continu, pendant un 5 mois, aideront les ménages à maintenir leurs moyens de subsistance, même lorsqu'ils sont confrontés à de nouveaux chocs tels qu'une reprise du conflit ou un déplacement, devraient être renforcés. Les Assistants Livelihood du programme rendront visite aux ménages pour contrôler et s'assurer que les activités génératrices de revenus sélectionnées sont appropriées et viables, et fourniront un accompagnement et un suivi continu. L'accompagnement et le suivi continu, pendant un an, aideront les ménages à maintenir leurs moyens de subsistance, même lorsqu'ils sont confrontés à de nouveaux chocs tels qu'une reprise du conflit ou un déplacement, devraient être renforcés. SCI et AVUDS travailleront main dans la main avec ceux qui sont analphabètes et qui ne sont pas familiers avec ces étapes pour s'assurer qu'ils se sentent compétents et capables de gérer leurs affaires. Au fur et à mesure que les bénéficiaires acquièrent de l'expérience, le projet transférera la responsabilité de la formation et du soutien aux entreprises naissantes à ceux qui ont plus d'expérience dans la communauté, afin de renforcer la cohésion sociale et le soutien mutuel.

Activity 1.1.6

Suivi PDM pour la distribution des assets/kit de démarrage des AGR

SC utilise des outils de base pour collecter des informations afin d'évaluer l'efficience et l'efficacité des activités AGR. SC a élaboré des critères de qualité (QBM) afin de garantir le maintien de normes de qualité élevées aux différents stades de l'implémentation des activités AGR. Des visites de contrôle des QBM seront effectuées chaque mois dans le cadre des activités du projet et seront communiquées à la direction du programme pour qu'elle en tienne compte et prenne les mesures nécessaires. En outre, pour garantir un apprentissage et une mise en œuvre fondés sur des preuves, le projet assurera une documentation continue de l'apprentissage afin d'informer les améliorations continues. SC en collaboration avec AVUDS veillera à la qualité de la mise en œuvre en suivant et en supervisant de près la distribution des kits ou transfert des assets AGR aux bénéficiaires lors de chaque round de distribution au travers des enquêtes de satisfaction. Les bénéficiaires seront interrogés sur le processus d'appui et de collecte de leurs kits. Le suivi post-distribution comprendra un suivi de l'utilisation des assets reçus afin de s'assurer que la nourriture n'a pas été échangée avec d'autres personnes contre de l'argent, ce qui sera effectué physiquement dans les ménages. L'évaluation du PDM recueillera des informations sur la perception qu'ont les femmes et les hommes de la manière dont les fonds reçus pour les assets AGR sont gérés au sein du ménage comment ceci a répondu à leurs différents besoins ainsi que sur les changements qui en ont résulté.

Output 1.2

Description

500 ménages vulnérables soutenus par des activités agricoles sensibles à la dimension de genre et à la nutrition afin de couvrir leur besoin en aliment nutritif.

Assumptions & Risks

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	
Indicator 1.2.1	Sécurité Alimentaire	<p>Nombre de ménages vulnérables qui ont reçu un kit agricole et une formation pour améliorer leur production agricole d'urgence. </p>	0	0	0	0	500

Means of Verification : <p>500 households</p>

Indicator 1.2.2	Sécurité Alimentaire	<p>Nombre de ménages ayant reçu diverses formations sur les intrants et techniques agricoles adaptés et améliorés au niveau local </p>	0	0	0	0	500
Means of Verification : <p>Liste des d'émarginement des bénéficiaires ; rapport d'activité. </p>							
Indicator 1.2.3	Sécurité Alimentaire	<p>Types d'aliments (50% MEB) distribués et quantités en tonnes métriques (TM) / UCT pour la protection des semences. </p>	0	0	0	0	64
Means of Verification : <p>64 MT de vivres / 52,500 \$</p> </p>							
Indicator 1.2.4	Sécurité Alimentaire	<p>Pourcentage de femmes et d'hommes qui déclarent avoir amélioré leurs connaissances en matière d'égalité de genre, de droits des femmes et d'éducation financière </p>	0	0	0	0	80
Means of Verification : <p>Listes de présence - Rapports d'activités </p>							
Indicator 1.2.5	Sécurité Alimentaire		500	500	0	0	1,000
Means of Verification :							
Indicator 1.2.6	Sécurité Alimentaire	<p>Nombre de personnes recevant des intrants agricoles (articles/emballages/kits) </p>	500	500	0	0	1,000
Means of Verification :							
Activities							
Activity 1.2.1							
Évaluation rapide de la sécurité du système de semences							
Dès le début du programme, SCI et AVUDS réaliseront une évaluation rapide du système semencier dans la zone de santé de Kamango, qui sera liée à l'évaluation rapide du cluster et de la FH. Cette évaluation permettra de s'assurer que les activités prévues pour répondre à la réactivation agricole de la zone répondent à des normes minimales en termes de choix de semences, d'outils agricoles et de respect du calendrier agricole, compte tenu des conditions pédoclimatiques de la zone où elles seront réalisées mettront en œuvre ces activités. Les objectifs de cette évaluation sont : De faire un inventaire des cultures et des techniques agricoles pratiquées dans la zone d'intervention ciblée ; Mettre en évidence les principales sources de revenus du ménage ; Vérifier l'existence des groupes d'agriculteurs, les semences et les outils utilisés, etc. ; Réaliser un entretien avec les chefs de village et quelques leaders communautaires sur la faisabilité du projet (activité agricole) dans leur zone ; Discuter avec les leaders communautaires et certains agriculteurs du calendrier agricole de la zone et des cultures vivrières et horticoles adaptées dans la zone ; Déterminer les sources de semences et d'outils de travail du sol et effectuer une analyse du marché local des semences. Cette évaluation guidera la justification de la mise en œuvre des activités de relance agricole dans la zone d'intervention.							
Activity 1.2.2							

Mobilisation communautaire et ciblage

Le programme travaillera les comités de sélection pour développer et finaliser les critères de sélection. Cela permet d'assurer l'acceptation, la compréhension et la pertinence des critères. Le processus de ciblage sera participatif et inclusif. Les représentants communautaires de chaque groupe (femmes, minorités ethniques, personnes âgées, jeunes, personnes handicapées, etc.) seront invités à discuter et à identifier les critères de vulnérabilité propres à leur communauté. Le comité de sélection établira des listes préliminaires. Les équipes de suivi et d'évaluation du programme valideront les listes par des enquêtes et des visites de maison en maison, en se concentrant sur l'application correcte des critères de sélection. Les critères sont susceptibles d'inclure : la présence et le nombre de personnes vulnérables dans le ménage (personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et allaitantes, enfants de moins de cinq ans) ; la vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire par le biais du score de consommation alimentaire (SCA), de l'indice réduit de stratégie d'adaptation (rCSI) et de l'indice de faim des ménages (HHS). Ces critères seront appliqués à l'aide d'une méthodologie de carte de pointage adaptée, développée à l'origine pour les interventions d'urgence (à laquelle les deux partenaires sont associés). Enfin, les participants doivent avoir accès à la terre, faire de l'agriculture leur principal moyen de subsistance et/ou être disposés à s'engager dans la production agricole. Une analyse du genre et de la protection, y compris une évaluation des risques de conflit, sera menée dans chaque communauté cible. Les femmes seront cibles pour les activités de relance de l'agriculture. L'objectif de l'analyse de genre sera d'évaluer le rôle des femmes dans la prise de décision sur la production agricole, la participation et la charge de travail dans les activités agricoles tout au long de la campagne agricole, et plus généralement, la prise de décision dans la gestion des revenus des ménages. Ces informations serviront à orienter la formation à la transformation des genres, qui sera dispensée aux participants des champs de démonstrations aux techniques agricoles, et les messages de sensibilisation qui seront diffusés dans les communautés.

Activity 1.2.3

Mise en place des parcelles de démonstration / formation sur les techniques Agricoles / Suivi et monitoring des activités agricoles (prévention/protection contre les ravageurs et les maladies des cultures).

La formation sera axée sur l'application de techniques agricoles résilientes et adaptées au changement climat, que ce soit pour les activités de maraîchage ou pour la production de cultures pluviales. La formation sera dispensée directement sur les sites des champs de démonstration et comprendra une formation sur les techniques de plantation et les techniques de rétention du sol et de l'eau (stratégies visant à réduire l'évaporation et la perte d'eau, maximisation de l'infiltration de l'eau) ; une formation sur la protection du champ (importance de la construction d'une clôture pour protéger le champ en utilisant des matériaux disponibles localement) ; une formation sur la façon de choisir de bonnes variétés de semences qui sont adaptées au contexte ; formation sur la gestion intégrée de la fertilité des sols, y compris les techniques de compostage et d'autres engrains naturels, y compris le fumier, pour améliorer la productivité des sols ; comment créer un lit de semences pour optimiser la germination des graines ; formation sur les spécifications de plantation pour maximiser l'espace disponible et éviter le surpeuplement ; comment prévenir les pertes de récoltes par l'utilisation de pesticides naturels (cendres, tabac, feuilles de margousier, piments, etc.) ; la conservation de la production pour éviter les pertes dues aux parasites, à la détérioration, aux intempéries, etc. Au cours de ces activités, des séances de sensibilisation seront organisées pour améliorer l'égalité des sexes, la cohésion sociale et les meilleures pratiques nutritionnelles avec les participants. Une sensibilisation sur la transformation du genre sera également dispensée aux ménages participant aux activités de l'école familiale afin de promouvoir des rôles positifs pour les hommes et les femmes, une division du travail plus équitable et d'assurer une participation significative des femmes aux activités agricoles, en s'appuyant sur les évaluations des rôles des hommes et des femmes réalisées précédemment. Des relais communautaires seront recrutés pour soutenir ces activités. Ce personnel sera recruté localement et sera basé en permanence dans les zones d'intervention afin d'assurer la continuité des formations, des sensibilisations et des visites aux ménages.

Activity 1.2.4

Transfert inconditionnel de cash / Distribution des vivres de protection des semences.

Les bénéficiaires profiteront d'une distribution de nourriture "ration de protection" à 80% du MEB (environ 17\$ par personne/ 100\$ par ménage). Le kit sera composé de 40KG de farine de Maïs, 20Kg de riz, 15Kg de haricot ; 5 litres d'huile et 1Kg de sel. 500 ménages vulnérables (3,000 personnes) seront ciblés pour cette activité. La distribution aura lieu juste avant la distribution des semences. Elle maximisera l'impact du soutien agricole, puisque les bénéficiaires pourront conserver les semences reçues au lieu de les consommer par manque de nourriture. Des sessions de sensibilisation à la promotion de la diversité alimentaire viendront compléter l'assistance alimentaire inconditionnelle pour la protection des semences avec des sessions de sensibilisation sur des sujets tels que les bons comportements alimentaires, les pratiques nutritionnelles, la promotion de la diversité alimentaire et le contenu des distributions seront menées avant et pendant intervention.

Activity 1.2.5

Suivi post-distribution (PDM) des kits agricoles Des enquêtes de satisfaction seront menées pour recueillir les réactions des bénéficiaires le jour de la distribution. Environ 3 à 4 semaines après la distribution des intrants agricoles, l'activité consistera à interroger un échantillon représentatif de bénéficiaires au moyen d'une enquête de suivi post distribution pour évaluer le taux de germination dans les et la qualité des semences et outils aratoires reçues. Pendant la période des récolte (Décembre 2023/Janvier 2024), une dernière évaluation sera conduite afin de déterminer l'impact de l'activité sur la productivité des semences et leur sécurité alimentaire et leur vulnérabilité socio-économique, parallèlement à une enquête post récolte au niveau des ménages liée aux activités du secteur de l'agriculture. Les rapports seront partagés au bailleur (FHRDC) et au sein du cluster SECAL.

Activity 1.2.6

Coordination et supervision conjointe avec les services techniques du gouvernement (IPAGRI/ITAGRI)

Pour garantir l'acceptation locale et la durabilité, SCI et AVUDS travailleront en étroite collaboration avec les autorités provinciales et locales. Le programme se coordonnera avec IPAGRI/ITAGRI (Inspection provincial de l'Agriculture/Inspection Territoriale de l'Agriculture). Les équipes techniques agricoles travailleront avec l'équipe technique IPAGRI/ITAGRI sur le calendrier de formation. Le choix final des cultures, les tests de germination, la formation technique des bénéficiaires et la distribution des intrants agricoles prévus seront effectués conjointement avec IPAGRI /ITAGRI. Le programme formalisera les activités et les responsabilités d'IPAGRI /ITAGRI pour délimiter les interventions et le suivi des bénéficiaires après la fin du projet. En outre, IPAGRI /ITAGRI sera responsable de la révision/approbation de tous les modules de formation et facilitera conjointement les sessions de formation avec SCI et AVUDS dans les différentes localités cibles. Le partenariat (SCI/AVUDS) concevra des méthodes de formation et de vulgarisation basées sur les besoins identifiés auprès des populations cibles. Le programme établira un calendrier avec IPAGRI /ITAGRI pour des missions conjointes sur le terrain afin d'assurer le suivi et l'appui technique aux bénéficiaires. Si des lacunes en matière d'expertise technique sont identifiées, le personnel technique des partenaires organisera des sessions de formation pour renforcer les capacités techniques du personnel du programme et de l'équipe d'IPAGRI /ITAGRI impliquée dans les activités du programme.

Additional Targets :

Protection de l'Enfance

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
(GTPE1) - Assurer l'accès des filles et garçons exposés aux risques de vie à des services de protection appropriés de qualité et inclusifs, adaptés au genre et à l'âge, pour répondre à leurs besoins immédiats de protection.	SO1: L'assistance d'urgence multisectorielle répond de manière opportune, adéquate et adaptée aux besoins vitaux de 10M de F, H, f, g avec une attention particulière aux groupes vulnérables.	100

Contribution to Cluster/Sector Objectives :

En fournant des espaces sûrs, des conseils et un soutien personnalisé aux enfants non accompagnés, aux survivants de la violence et aux personnes touchées par la séparation familiale, notre projet comble les lacunes critiques identifiées dans le HRP et contribue à créer un environnement protecteur pour les enfants du Nord-Kivu. L'identification et la fourniture d'un soutien spécialisé aux survivants de la VBG est conforme à l'engagement du HRP à lutter contre la violence sexiste en tant que priorité humanitaire essentielle. Le projet met fortement l'accent sur le renforcement des capacités des partenaires locaux et des organisations communautaires. Cette approche s'aligne sur l'objectif du HRP de renforcer les réponses locales aux urgences, en favorisant une plus grande durabilité et une plus grande appropriation des interventions humanitaires.

Outcome 1

Children and adolescents have access to specialized protection services for children

Output 1.1

Description

400 filles et garçons victimes de violences, abus, exploitation et négligence sont identifiés, accompagnés et/ou référés via un système de gestion de cas, dont au moins 60 ENA/ES et 40 CAAFAG

Assumptions & Risks

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	
Indicator 1.1.1	Protection de l'Enfance	<p>Nombre d'enfants identifiés et ayant bénéficié d'une prise en charge individualisée à travers le mécanisme de gestion de cas (y compris ENA et EAFCGA) </p>	0	0	200	200	400
Means of Verification : <p>Liste des rapports </p>							
Indicator 1.1.2	Protection de l'Enfance	<p>Nombre d'enfants non accompagnés identifiés et placés dans une prise en charge familiale transitoire ou une solution de remplacement appropriée </p>	0	0	50	50	100
Means of Verification : <p>Liste des rapports </p>							
Indicator 1.1.3	Protection de l'Enfance	<p>#d'enfants associés aux forces / groupes armés et d'enfants survivants de VBG ayant bénéficié d'un soutien pour la réintégration socio-économique et réinsertion communautaire </p>	0	0	50	35	85
Means of Verification : Liste des rapports							
Indicator 1.1.4	Protection de l'Enfance	<p>Nombre d'adolescentes à risque qui terminent le programme "Girls Decide" et qui montrent une meilleure connaissance de leurs droits et de leur autonomie. </p>	0	0	0	200	200
Means of Verification : Liste des rapports							
Indicator 1.1.5	Protection de l'Enfance	Nombre de filles et garçons associés aux forces / groupes armés (y compris enfants en situation de handicap) identifiés et ayant bénéficié d'un suivi individuel			30	10	40
Means of Verification :							
Activities							
Activity 1.1.1							

Renforcement de capacité des acteurs intervenant dans la gestion de cas, y compris sur les mécanismes et la prise en charge spécifique des EAFGA et des ENA

La mise en place des activités de ce résultat sera guidée par l'approche gestion de cas garantissant une continuité des services de protection de l'enfance et connexes. SC assurera le renforcement de capacités auprès d'UIA à travers une introduction à la gestion de cas où les rôles de chaque acteur sera clarifié et un focus sur la responsabilité du gestionnaire de cas (la DIVAS y sera également impliquée à travers ses TPS). Une session pratique spécifique sera également intégrée sur le comment réagir lorsque qu'un cas de VBG leur parvient. Un accent particulier sera mis sur les règles de confidentialité et sur les pratiques « do not harm ». Ces derniers seront également formés sur la politique, les règles et les mécanismes de Protection contre les Abus et l'Exploitation Sexuelle (PSEA) ainsi que la Sauvegarde de l'Enfant.

Pour assurer un bon accompagnement des ENA/ES ou des cas des EAFGA, le gestionnaire de cas, les deux Assistants Psychosociaux (APS) et autres acteurs intervenants seront formés sur le processus de prise en charge alternative, sur la mise en place du processus d>IDTR ainsi que sur les techniques de médiation familiale et communautaire et/ou de soutien supplémentaire nécessaires pour garantir la pleine acceptation de l'enfant et une réintégration réussie. Un suivi et un « coaching » continu sera assuré auprès des équipes. Le gestionnaire de cas sera appuyé pratiquement en particulier sur l'utilisation des cartographies de services, le remplissage des fiches inter-agences de gestion de cas et à la gestion des données et de l'information.

Tous les prestataires de services, médicaux et psychosociaux, ainsi que les services et structures de prise en charge alternative seront formés sur les protocoles adéquats de prise en charge, sur la gestion des révélations des enfants et sur les mécanismes de référencement. Ils devront tous adhérer au code de bonne conduite et au respect des protocoles de gestion des informations et de protection des données. Tout le personnel d'UIA et de SC sera formé en Sauvegarde des Enfants et en Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PSEA), et adhèreront aux politiques et principes de SC en la matière. Les mécanismes de plainte seront connus des acteurs impliqués, y compris communautaires par le biais de sessions d'information.

Activity 1.1.2

Identification et accompagnement des enfants victimes de problèmes de protection notamment les ENA/ES, les EAFGA et les enfants survivants de VBG et victimes de maltraitance, vers une prise en charge appropriée fournie par des personnels adéquats et cela à travers un système de gestion de cas

SC et UIA travailleront en étroite collaboration avec la DIVAS pour identifier les membres de RECOPE actifs et de constituer un réseau d'acteurs communautaires. En lien avec le GTPE et la DIVAS, une brève évaluation des capacités des RECOPE sera effectuée afin de cibler au mieux les activités de renforcement de capacités. Ceux-ci seront formés et appuyés pour effectuer les remontées d'alertes de cas de protection de l'enfance, l'identification et le référencement de base vers le gestionnaire de cas d'UIA mais également vers les services immédiats d'urgence (ex : soins médicaux). Ils pourront faire remonter des cas identifiés au gestionnaire de cas d'UIA qui pourra effectuer une évaluation de la situation de l'enfant (évaluation selon des critères d'éligibilité préétablis).

UIA mobilisera un superviseur pour accompagner, encadrer et faciliter l'organisation du travail entre le gestionnaire de cas et le reste des services et structures, afin que les activités de référencement se déroulent conformément aux principes et norme de gestion de cas applicables, en conformité avec le standard minimum de protection de l'enfant dans la réponse humanitaire (CPMS). Des réunions de gestion de cas seront organisées pour discuter des cas les plus compliqués et définir des stratégies d'intervention selon le type de difficultés rencontrées. Une attention particulière sera mise sur le processus de clôture de cas. Un psychologue d'UIA sera disponible pour les cas le nécessitant. Il pourra être sollicité par le gestionnaire de cas et ce service sera expliqué et proposé aux enfants. Tout en respectant une approche inclusive à tous les cas de protection de l'enfance prioritaire, les cas d'ENA et d'EAFGA constitueront des cas prioritaires pour la gestion de cas.

Activity 1.1.3

Renforcement des services /structures de prise en charge temporaires et notamment les Familles d'Accueil Temporaires (FAT)

Tout d'abord, UIA en lien avec la DIVAS effectuera un recensement et une évaluation de base des Familles d'Accueil Spontanées (FAS) qui se sont formées pendant les déplacements de population et la situation des enfants qui y sont accueillies.

Une formation réunissant les FAS identifiées et retenues sera organisée sur la base de l'évaluation effectuée et les FAT, en fonction de leurs besoins en renforcement de capacités y seront associées. Un suivi régulier de ces familles sera effectué et dans la mesure du possible, les FAS éligibles et remplissant les critères seront appuyées pour être homologuer auprès de la DIVAS en tant que FAT.

Pour les ENA ou les enfants en famille d'accueil mais dont la situation est inadéquate (selon l'évaluation de la situation de chaque enfant), des solutions de prise en charge provisoire seront envisagées. Pendant la prise en charge transitoire, la recherche familiale, l'évaluation de la situation de la famille et la réunification familiale seront facilitées, lorsque que cette option sera dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Si non, des solutions alternatives seront explorées (ex : réunification en famille élargie, placement social en dernier recours). Un kit NFI de réunification sera remis aux enfants réunifiés.

SC et UIA fourniront un appui aux familles d'accueil accueillant des enfants (selon les pratiques harmonisées des acteurs de la location en termes d'appui aux FAT) en cash et en matériel. Les enfants qui y sont placés seront suivis régulièrement. Les enfants placés en dans les familles d'accueil recevront des kits NFI (articles non alimentaires) et également de première nécessité (lessive, savon, dentifrice, etc.)

Les activités d>IDTR et de prise en charge transitoire seront gérées par des agents psychosociaux.

Activity 1.1.4

La réintégration socio-économique des EAFGA et des survivants de VBG pris en charge

Les activités de réintégration seront liées aux structures et soutiens communautaires pour assurer une programmation de réintégration communautaire inclusive dans les zones de retour et d'orientation vers des services spécialisés, le cas échéant. Un suivi régulier et un soutien continu pour répondre aux besoins de réintégration seront assurés par TPS et leurs superviseurs.

Une cartographie des diverses opportunités (y compris les programmes gouvernementaux) sera faire ainsi que l'analyse des opportunités. Un soutien à la formation aux compétences de vie et aux activités génératrices de revenus et / ou des subventions en espèces pour les enfants extrêmement vulnérables et les survivants de violences basées sur le genre nécessitant un soutien à la (ré) intégration seront fournis.

Pour des EAFGA cette activité se fera en étroite collaboration avec le Programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation (P-DDRC-S).

Output 1.2

Description

4000, dont 50% de filles et 50% garçons ont eu accès à des activités socio-éducatives et récréatives, participatives et adaptées à leur âge et leur sexe, participant à la prévention contre la violences et les abus

Assumptions & Risks

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	
Indicator 1.2.1	Protection de l'Enfance	<p>Nombre de personnes et enfants sensibilisés sur les risques de séparation familiale et risques de protection de l'enfance </p>	2,000	1,300	2,000	2,500	7,800

Means of Verification :

monitoring des activités, rapport d'activités d'UIA

Indicator 1.2.2	Protection de l'Enfance	<p>Nombre de graves violations des droits de l'enfant (inclus des violences sexuelles et basées sur le genre) rapportées </p>	0	0	35	15	50
-----------------	-------------------------	--	---	---	----	----	----

Means of Verification : <p>monitoring des activités, monitoring du projet
</p>

Indicator 1.2.3	Protection de l'Enfance	<p>Nombre d'hommes et de garçons (y compris les chefs communautaires et religieux) formés sur l'égalité des sexes et la prévention de la violence liée au sexe </p>	100	0	50	0	150
-----------------	-------------------------	---	-----	---	----	---	-----

Means of Verification : <p>Fiches de présence, Rapports d'activités </p>							
Indicator 1.2.4	Protection de l'Enfance	Nombre de personnes bénéficiant de soutien en santé mentale et psychosociale, incluant l'accès à des Espaces Amis d'Enfants et dans le contexte des épidémies (MVE).	0	0	1,50	1,50	3,000

Indicator 1.2.5	Protection de l'Enfance	<p><p>Nombre d'adolescentes à risque qui terminent le programme "Girls Decide" et qui montrent une meilleure connaiss</p>	0	0	200	0	200
-----------------	-------------------------	---	---	---	-----	---	-----

Means of Verification :

Activities

Activity 1.2.1

Mise en place et organisation des espaces mobiles pour des activités créatives et récréatives SC et UIA soutiendront des espaces communautaires sûrs pour les enfants et les jeunes à travers la mise en place d'un EAE et d'un club d'adolescents, où ils peuvent accéder à des informations vitales et participer à des activités sociales, de préparation à la vie active et de loisirs, ainsi qu'accéder à des services plus spécialisés tels que l'écoute individuel ou de groupe (avec l'intervention du psychologue). Il s'agit de formes de soutien cruciales pour aider les enfants à retrouver une vie normale et contribuer à leur rétablissement émotionnel, cognitif et social ainsi qu'à leur développement sain en cette période de tensions. Ces espaces seront principalement des espaces mobiles où les activités de contacts seront évitées. Le type d'activités et le programme de celles-ci seront discutées et décidées avec les enfants. SC et UIA établiront des systèmes de surveillance pour assurer que les EAE sont fréquentés de manière convenable et ne sont pas débordés, accroissant des risques de contamination.

Une évaluation de risques sera faite et partagée au sein du cluster et au bailleur (FH) pour garantir l'atténuation des risques dans ces espaces. Les animateurs communautaires de ces espaces récréatifs seront accompagnés et formés en activité créative et récréative, sur les activités PSS ou de premiers soins psychologiques (PFA), en techniques de communication avec les enfants et les adolescents ainsi que sur la politique de défense des enfants et de PSEA, pour leur permettre d'organiser des activités sûres, sécurisées et adaptées pour les enfants. Les enfants et les adultes en contact avec l'EAE et le club d'adolescent.e.s seront informés sur les mécanismes de plaintes communautaires (grâce à des sensibilisations spécifiques et l'affichage d'affiches informatives), notamment : La ligne verte gratuite 133 gérés directement par le département Sauvegarde et PSEA de SC dédié à cet effet ; La mise en place d'un comité de gestion des plaintes ; La mise à disposition de boîte à suggestions/plaintes en particulier au sein de l'EAE et du club d'adolescent.e.s La désignation de points focaux connus et facilement identifiables auprès des enfants et des parents auprès desquels des plaintes et révélations pourront être adressées.

Activity 1.2.2

Soutenir les parents et leur organiser des sessions parentales pour une meilleure prise en charge des enfants en famille et pour un soutien adéquat aux enfants à risque de protection

Les animateurs communautaires des espaces sûrs, aidés par le superviseur, organisent des activités directement avec les parents. Ils seront associés à l'organisation des activités récréatives des espaces. Ils pourront co-faciliter certaines activités ponctuellement avec les animateurs communautaires, être invités pour une présentation des réalisations des enfants mais également participer à des sessions d'écoute de groupe ou individuelles ou de groupe. Les lieux d'écoute mis en place pourront être mis à disposition pour eux.

Les animateurs communautaires seront également renforcés pour savoir identifier des signes de détresse parentales, et des différents besoins de supports dont les familles pourraient avoir besoin pour assurer un environnement protecteur à l'enfant.

Activity 1.2.3

Mener des activités de prévention au niveau communautaire

De manière complémentaires aux activités des espaces sûrs, des activités de prévention seront menées par les RECOPE qui seront outillés (imperméables, boîtes à image, crédit téléphonique, etc.). Ces activités seront organisées sous forme de focus groupes ou via des sensibilisations de groupes (lors d'évènements religieux ou communautaires tels que les messes, la CPN, etc.). Les différents aspects liés à la protection de l'enfant, y compris les risques liés à la séparation familiales, seront abordés pendant ces sessions de sensibilisation.

Activity 1.2.4

Renforcement de la surveillance, documentation et communication des cas MRM-1612

Les équipes du projet seront renforcées et outillées pour collecter et faire remonter des alertes à travers le formulaire MRM 16-12 afin de documenter et communiquer les incidents de protection et du MRM-1612 au GTPE, au cluster de protection et au comité MRM selon la catégorie d'incident.

Au cours des réunions du GTPE, les tendances mensuelles des incidents documentés selon les catégories et axes seront partagées aux membres. Ces tendances permettront d'adapter le plaidoyer de SC et UIA pour l'atténuation et la mitigation des incidents, en lien avec les autres acteurs intervenant dans la zone.

Additional Targets :**M & R****Monitoring & Reporting plan**

L'équipe MEAL fera un suivi quotidien/hebdomadaire avec des outils mis en place pour la collecte et documentation de données ventilées par sexe/âge pour la réalisation des résultats et l'évaluation des progrès. L'équipe humanitaire MEAL s'assurera de la qualité de mise en œuvre, la production de rapports avec données désagrégées. Un suivi de distribution sur site sera effectué et un PDM (avec collecteurs de données masculins/féminins) sera organisé 15 jours après les distributions pour mesurer le niveau de satisfaction, suivi d'une session d'apprentissage et leçons tirées afin d'améliorer la qualité du projet. Un comité communautaire sera mis en place et contribuera à l'élaboration de critères de ciblage et à la mise en place de mécanismes de retour d'information. Le comité communautaire sera composé de dirigeants/autorités locales, bénéficiaires et groupes vulnérables (enfants/personnes vivant avec handicap/femmes chefs de famille). Ce comité sera consulté tout au long du projet.

Workplan

Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Protection de l'Enfance: Activity 1.1.1:	2												
Renforcement de capacité des acteurs intervenant dans la gestion de cas, y compris sur les mécanismes et la prise en charge spécifique des EAFGA et des ENA	1												
La mise en place des activités de ce résultat sera guidée par l'approche gestion de cas garantissant une continuité des services de protection de l'enfance et connexes. SC assurera le renforcement de capacités auprès d'UIA à travers une introduction à la gestion de cas où les rôles de chaque acteur sera clarifié et un focus sur la responsabilité du gestionnaire de cas (la DIVAS y sera également impliquée à travers ses TPS). Une session pratique spécifique sera également intégrée sur le comment réagir lorsque qu'un cas de VBG leur parvient. Un accent particulier sera mis sur les règles de confidentialité et sur les pratiques « do not harm ». Ces derniers seront également formés sur la politique, les règles et les mécanismes de Protection contre les Abus et l'Exploitation Sexuelle (PSEA) ainsi que la Sauvegarde de l'Enfant.													
Pour assurer un bon accompagnement des ENA/ES ou des cas des EAFGA, le gestionnaire de cas, les deux Assistants Psychosociaux (APS) et autres acteurs intervenants seront formés sur le processus de prise en charge alternative, sur la mise en place du processus d>IDTR ainsi que sur les techniques de médiation familiale et communautaire et/ou de soutien supplémentaire nécessaires pour garantir la pleine acceptation de l'enfant et une réintégration réussie. Un suivi et un « coaching » continu sera assuré auprès des équipes. Le gestionnaire de cas sera appuyé pratiquement en particulier sur l'utilisation des cartographies de services, le remplissage des fiches inter-agences de gestion de cas et à la gestion des données et de l'information.													
Tous les prestataires de services, médicaux et psychosociaux, ainsi que les services et structures de prise en charge alternative seront formés sur les protocoles adéquats de prise en charge, sur la gestion des révélations des enfants et sur les mécanismes de référencement. Ils devront tous adhérer au code de bonne conduite et au respect des protocoles de gestion des informations et de protection des données. Tout le personnel d'UIA et de SC sera formé en Sauvegarde des Enfants et en Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PSEA), et adhéreront aux politiques et principes de SC en la matière. Les mécanismes de plainte seront connus des acteurs impliqués, y compris communautaires par le biais de sessions d'information.													

<p>Protection de l'Enfance: Activity 1.1.2:</p> <p>Identification et accompagnement des enfants victimes de problèmes de protection notamment les ENA/ES, les EAFGA et les enfants survivants de VBG et victimes de maltraitance, vers une prise en charge appropriée fournie par des personnels adéquats et cela à travers un système de gestion de cas</p> <p>SC et UIA travailleront en étroite collaboration avec la DIVAS pour identifier les membres de RECOPE actifs et de constituer un réseau d'acteurs communautaires. En lien avec le GTPE et la DIVAS, une brève évaluation des capacités des RECOPE sera effectuée afin de cibler au mieux les activités de renforcement de capacités. Ceux-ci seront formés et appuyés pour effectuer les remontées d'alertes de cas de protection de l'enfance, l'identification et le référencement de base vers le gestionnaire de cas d'UIA mais également vers les services immédiats d'urgence (ex : soins médicaux). Ils pourront faire remonter des cas identifiés au gestionnaire de cas d'UIA qui pourra effectuer une évaluation de la situation de l'enfant (évaluation selon des critères d'éligibilité préétablis).</p> <p>UIA mobilisera un superviseur pour accompagner, encadrer et faciliter l'organisation du travail entre le gestionnaire de cas et le reste des services et structures, afin que les activités de référencement se déroulent conformément aux principes et norme de gestion de cas applicables, en conformité avec le standard minimum de protection de l'enfant dans la réponse humanitaire (CPMS). Des réunions de gestion de cas seront organisées pour discuter des cas les plus compliqués et définir des stratégies d'intervention selon le type de difficultés rencontrées. Une attention particulière sera mise sur le processus de clôture de cas. Un psychologue d'UIA sera disponibilisé pour les cas le nécessitant. Il pourra être sollicité par le gestionnaire de cas et ce service sera expliqué et proposé aux enfants. Tout en respectant une approche inclusive à tous les cas de protection de l'enfance prioritaire, les cas d'ENA et d'EAFGA constitueront des cas prioritaires pour la gestion de cas.</p>	2 1
<p>Protection de l'Enfance: Activity 1.1.3:</p> <p>Renforcement des services /structures de prise en charge temporaires et notamment les Familles d'Accueil Temporaires (FAT)</p> <p>Tout d'abord, UIA en lien avec la DIVAS effectuera un recensement et une évaluation de base des Familles d'Accueil Spontanées (FAS) qui se sont formées pendant les déplacements de population et la situation des enfants qui y sont accueillies.</p> <p>Une formation réunissant les FAS identifiées et retenues sera organisée sur la base de l'évaluation effectuée et les FAT, en fonction de leurs besoins en renforcement de capacités y seront associées. Un suivi régulier de ces familles sera effectué et dans la mesure du possible, les FAS éligibles et remplissant les critères seront appuyées pour être homologuer auprès de la DIVAS en tant que FAT.</p> <p>Pour les ENA ou les enfants en famille d'accueil mais dont la situation est inadéquate (selon l'évaluation de la situation de chaque enfant), des solutions de prise en charge provisoire seront envisagées. Pendant la prise en charge transitoire, la recherche familiale, l'évaluation de la situation de la famille et la réunification familiale seront facilitées, lorsque que cette option sera dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Si non, des solutions alternatives seront explorées (ex : réunification en famille élargie, placement social en dernier recours). Un kit NFI de réunification sera remis aux enfants réunifiés.</p> <p>SC et UIA fourniront un appui aux familles d'accueil accueillant des enfants (selon les pratiques harmonisées des acteurs de la location en termes d'appui aux FAT) en cash et en matériel. Les enfants qui y sont placés seront suivis régulièrement. Les enfants placés en dans les familles d'accueil recevront des kits NFI (articles non alimentaires) et également de première nécessité (lessive, savon, dentifrice, etc.)</p> <p>Les activités d>IDTR et de prise en charge transitoire seront gérées par des agents psychosociaux.</p>	2 1

Protection de l'Enfance: Activity 1.1.4: La réintégration socio-économique des EAFGA et des survivants de VBG pris en charge	1 2										
Les activités de réintégration seront liées aux structures et soutiens communautaires pour assurer une programmation de réintégration communautaire inclusive dans les zones de retour et d'orientation vers des services spécialisés, le cas échéant. Un suivi régulier et un soutien continu pour répondre aux besoins de réintégration seront assurés par TPS et leurs superviseurs.											
Une cartographie des diverses opportunités (y compris les programmes gouvernementaux) sera faite ainsi que l'analyse des opportunités. Un soutien à la formation aux compétences de vie et aux activités génératrices de revenus et / ou des subventions en espèces pour les enfants extrêmement vulnérables et les survivants de violences basées sur le genre nécessitant un soutien à la (ré) intégration seront fournis.											
Pour des EAFGA cette activité se fera en étroite collaboration avec le Programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation (P-DDRC-S).											
Protection de l'Enfance: Activity 1.2.1: Mise en place et organisation des espaces mobiles pour des activités créatives et récréatives SC et UIA soutiendront des espaces communautaires sûrs pour les enfants et les jeunes à travers la mise en place d'un EAE et d'un club d'adolescents, où ils peuvent accéder à des informations vitales et participer à des activités sociales, de préparation à la vie active et de loisirs, ainsi qu'accéder à des services plus spécialisés tels que l'écoute individuel ou de groupe (avec l'intervention du psychologue). Il s'agit de formes de soutien cruciales pour aider les enfants à retrouver une vie normale et contribuer à leur rétablissement émotionnel, cognitif et social ainsi qu'à leur développement sain en cette période de tensions. Ces espaces seront principalement des espaces mobiles où les activités de contacts seront évitées. Le type d'activités et le programme de celles-ci seront discutées et décidées avec les enfants. SC et UIA établiront des systèmes de surveillance pour assurer que les EAE sont fréquentés de manière convenable et ne sont pas débordés, accroissant des risques de contamination.	2 1										
Une évaluation de risques sera faite et partagée au sein du cluster et au bailleur (FH) pour garantir l'atténuation des risques dans ces espaces. Les animateurs communautaires de ces espaces récréatifs seront accompagnés et formés en activité créative et récréative, sur les activités PSS ou de premiers soins psychologiques (PFA), en techniques de communication avec les enfants et les adolescents ainsi que sur la politique de défense des enfants et de PSEA, pour leur permettre d'organiser des activités sûres, sécurisées et adaptées pour les enfants. Les enfants et les adultes en contact avec l'EAE et le club d'adolescent.e.s seront informés sur les mécanismes de plaintes communautaires (grâce à des sensibilisations spécifiques et l'affichage d'affiches informatives), notamment : La ligne verte gratuite 133 gérés directement par le département Sauvegarde et PSEA de SC dédié à cet effet ; La mise en place d'un comité de gestion des plaintes ; La mise à disposition de boîte à suggestions/plaintes en particulier au sein de l'EAE et du club d'adolescent.e.s La désignation de points focaux connus et facilement identifiables auprès des enfants et des parents auprès desquels des plaintes et révélations pourront être adressés.											

Protection de l'Enfance: Activity 1.2.2:	2											
Soutenir les parents et leur organiser des sessions parentales pour une meilleure prise en charge des enfants en famille et pour un soutien adéquat aux enfants à risque de protection Les animateurs communautaires des espaces sûrs, aidés par le superviseur, organisent des activités directement avec les parents. Ils seront associés à l'organisation des activités récréatives des espaces. Ils pourront co-faciliter certaines activités ponctuellement avec les animateurs communautaires, être invités pour une présentation des réalisations des enfants mais également participer à des sessions d'écoute de groupe ou individuelles ou de groupe. Les lieux d'écoute mis en place pourront être mis à disposition pour eux. Les animateurs communautaires seront également renforcés pour savoir identifier des signes de détresse parentale, et des différents besoins de supports dont les familles pourraient avoir besoin pour assurer un environnement protecteur à l'enfant.	1											
Protection de l'Enfance: Activity 1.2.3:	2											
Mener des activités de prévention au niveau communautaire De manière complémentaires aux activités des espaces sûrs, des activités de prévention seront menés par les RECOPE qui seront outillés (imperméables, boîtes à image, crédit téléphonique, etc.). Ces activités seront organisées sous forme de focus groupes ou via des sensibilisations de groupes (lors d'évènements religieux ou communautaires tels que les messes, la CPN, etc.). Les différents aspects liés à la protection de l'enfant, y compris les risques liés à la séparation familiales, seront abordés pendant ces sessions de sensibilisation.	1											
Protection de l'Enfance: Activity 1.2.4:	2											
Renforcement de la surveillance, documentation et communication des cas MRM-1612 Les équipes du projet seront renforcés et outillés pour collecter et faire remonter des alertes à travers le formulaire MRM 16-12 afin de documenter et communiquer les incidents de protection et du MRM-1612 au GTPE, au cluster de protection et au comité MRM selon la catégorie d'incident. Au cours des réunions du GTPE, les tendances mensuelles des incidents documentés selon les catégories et axes seront partagées aux membres. Ces tendances permettront d'adapter le plaidoyer de SC et UIA pour l'atténuation et la mitigation des incidents, en lien avec les autres acteurs intervenant dans la zone.	1											
Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.1:	2											
Conduite d'une évaluation rapide du marché sensible au genre et identification des filières AGR de valeur ajoutée Ces évaluations et analyses comprend des éléments sur la fonctionnalité du marché, les fournisseurs de services financiers disponibles, la dynamique des genres, les risques identifiés, etc. Le projet conduira également une évaluation du marché pour les opportunités AGR de valeur ajoutée, afin d'évaluer et de tester de nouvelles opportunités de marché à mesure que de nouvelles compétences et idées émergent pour les produits à valeur ajoutée sur l'exploitation et hors de l'exploitation. Cela aidera les groupes vulnérables (les retournés et les IPDs) à apprendre à s'adapter afin de tirer profit des niches de marché ou d'en créer de nouvelles. Le suivi du marché sera effectué sur une base mensuelle pour surveiller les prix du marché et étendu sur une base mensuelle aux fonctionnalités clés du marché, y compris l'accès sûr au marché, la qualité et la quantité des marchandises et la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Les résultats seront fréquemment communiqués aux membres des groupes de travail cash aux niveaux local et national et des adaptations du programme seront mises en place si nécessaire (adaptation de la valeur de transfert, changement de modalité/mécanisme de distribution, etc.).	1											

Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.2: Mobilisation communautaires et ciblage des bénéficiaires.	2										
Les communautés seront sélectionnées là où des personnes ont été déplacées au cours des 18 derniers mois, là où des personnes sont revenues au cours des six derniers mois, et dans les zones qui, au cours des 12 derniers mois, ont reçu un afflux de plus de 500 personnes ou un afflux dépassant la capacité locale. Les activités de restauration des moyens de subsistance par le biais du développement d'AGR et de la formation sont mieux adaptées à la planification liée à l'appui aux retours dans la zone d'intervention. Le programme sélectionnera les bénéficiaires par le biais d'un processus d'identification communautaire basé sur des critères de vulnérabilité socio-économique. L'auto-identification se fait par l'intermédiaire d'un comité de ciblage qui enregistre les noms des ménages qui répondent aux critères requis, et ces listes seront utilisées comme base pour effectuer une vérification. SCI et AVUDS assureront que les femmes sont représentées dans ce comité. La vérification des bénéficiaires se fera ensuite par le biais d'une enquête conduite par l'équipe MEAL afin de s'assurer qu'ils répondent aux critères. Les critères de vulnérabilité socio-économique, les bénéficiaires seront sélectionnés sur la base des critères suivants : le taux de dépendance du ménage, le sexe, le revenu et l'âge du chef de famille, le score de consommation alimentaire et le score sur l'indice de stratégie d'adaptation, qui sera utilisé comme indicateur de la vulnérabilité globale du ménage. Les ménages seront évalués sur la base de ces indicateurs au moyen de questionnaires et d'enquêtes individuels. SC enregistrera tous les bénéficiaires, en veillant à la protection des données, en utilisant un questionnaire d'enregistrement standard pour collecter des données qui seront recoupées avec une base de données d'acteurs mettant en œuvre un soutien similaire pour éviter les doublons, principalement les acteurs de Sécurité alimentaire et moyens de subsistance (FSL). Afin de maximiser l'impact de notre intervention et d'éviter les chevauchements et la duplication des efforts, il s'agit d'une pratique habituelle pour la plupart des acteurs actifs. Une première liste provisoire des bénéficiaires sera affichée puis une collecte de plaintes et traitement sera effectué avant la publication définitive de la liste des participants à l'assistance.	1										
Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.3: Formation des participants sur la gestion administrative et financière d'une AGR	2										
La formation aux compétences commerciales associée aux transferts monétaires fournit des règles générales pour une gestion d'entreprise réussie, articulées autour des règles de gestions administrative et financière d'une AGR, notamment la séparation de l'épargne privée et de l'épargne commerciale, la connaissance des clients, la recherche du soutien de la communauté et la fixation de prix corrects. En outre, la formation s'articulera autour du fonctionnement des activités génératrices de revenus durables, des compétences commerciales de base et une alphabétisation de base. La formation dure environ 5 jours. Les activités de rétablissement des moyens de subsistance seront principalement destinées aux femmes. Ce ne sera pas le critère de sélection des ménages. Néanmoins, chaque fois qu'une femme sera disponible pour participer aux activités, elle sera considérée comme la principale bénéficiaire du ménage, participant à la formation aux AGR et recevant les transferts du ménage. Les enseignements tirés du programme précédent d'appui en AGR à Kamango (Djiapanda et Kikura) indiquent que pour que les femmes puissent contribuer aux décisions et à la création de revenus dans leurs ménages, il est utile d'adopter une approche sexospécifique. Traditionnellement, le pouvoir de décision des femmes est minime, en particulier en ce qui concerne les dépenses du ménage. Par conséquent, le programme inclura dans la formation un module sur l'égalité des sexes et la sensibilisation aux rôles des hommes et des femmes, ainsi que la participation des femmes à la prise de décision au sein du ménage.	1										

Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.4:	2												
Mise en place des plan d affaire et transfert des asset/kit de démarrage pour la création des AGRs	1												
Après la formation en gestion d'entreprise, le programme aidera les ménages et les groupes à décider des activités de restauration des moyens de subsistance les plus appropriées au contexte et aux individus. En s'appuyant sur la formation commerciale, les ménages élaboreront un plan d'affaires simplifié détaillant leurs connaissances de l'activité sélectionnée, le capital requis ou les actifs productifs. Les activités génératrices de revenus précédemment soutenues comprennent le commerce de produits manufacturés ; la vente de produits agricoles et les produits de transformation tels que la farine de manioc, le maïs, l'huile végétale; le commerce de produits alimentaires tels que le riz, le manioc, les tomates, le poisson. Le programme discute avec la communauté locale pour identifier les différentes entreprises déjà présentes dans la région afin de déterminer si les modèles d'entreprise sont viables sur le site du programme. Le degré de saturation du marché par une activité particulière sera également pris en compte. Dans le cadre de cette intervention chaque ménages bénéficiaires recevra un kit AGRs d'une valeur moyenne de 200\$ dépendant de son plan d'affaire. 250 ménages vulnérables (1,500 personnes) seront ciblés pour cette activité Dès le démarrage sur la base du plan d'affaire, pour le premier round de transfert d'asset pour les AGR, environ 50% à 60% du kit sera remis aux bénéficiaires. Durant les trois premiers mois suivant l'assistance, les Assistants Livelihood du programme rendront visite aux ménages pour contrôler et s'assurer que les activités génératrices de revenus sélectionnées sont appropriées et viables, et fourniront un accompagnement et un suivi continu. A la fin du troisième mois une évaluation de la mise en place des plan d'affaire sera faites et sur la base des résultats de celle-ci, les bénéficiaires recevront un second round (entre 40% et 50%) du kit alloué													
Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.5:	2												
Monitoring et coaching des participants sur le fonctionnement des AGR L'accompagnement et le suivi continu, pendant un 5 mois, aideront les ménages à maintenir leurs moyens de subsistance, même lorsqu'ils sont confrontés à de nouveaux chocs tels qu'une reprise du conflit ou un déplacement, devraient être renforcés. Les Assistants Livelihood du programme rendront visite aux ménages pour contrôler et s'assurer que les activités génératrices de revenus sélectionnées sont appropriées et viables, et fourniront un accompagnement et un suivi continu. L'accompagnement et le suivi continu, pendant un an, aideront les ménages à maintenir leurs moyens de subsistance, même lorsqu'ils sont confrontés à de nouveaux chocs tels qu'une reprise du conflit ou un déplacement, devraient être renforcés. SCI et AVUDS travaillera main dans la main avec ceux qui sont analphabètes et qui ne sont pas familiers avec ces étapes pour s'assurer qu'ils se sentent compétents et capables de gérer leurs affaires. Au fur et à mesure que les bénéficiaires acquièrent de l'expérience, le projet transférera la responsabilité de la formation et du soutien aux entreprises naissantes à ceux qui ont plus d'expérience dans la communauté, afin de renforcer la cohésion sociale et le soutien mutuel.	1												
Sécurité Alimentaire: Activity 1.1.6:	2												
Suivi PDM pour la distribution des assets/kit de démarrage des AGR SC utilise des outils de base pour collecter des informations afin d'évaluer l'efficience et l'efficacité des activités AGR. SC a élaboré des critères de qualité (QBM) afin de garantir le maintien de normes de qualité élevées aux différents stades de l'implémentation des activités AGR. Des visites de contrôle des QBM seront effectuées chaque mois dans le cadre des activités du projet et seront communiquées à la direction du programme pour qu'elle en tienne compte et prenne les mesures nécessaires. En outre, pour garantir un apprentissage et une mise en œuvre fondées sur des preuves, le projet assurera une documentation continue de l'apprentissage afin d'informer les améliorations continues. SC en collaboration avec AVUDS veillera à la qualité de la mise en œuvre en suivant et en supervisant de près la distribution des kits ou transfert des assets AGR aux bénéficiaires lors de chaque round de distribution au travers des enquêtes de satisfaction. Les bénéficiaires seront interrogés sur le processus d'appui et de collecte de leurs kits. Le suivi post-distribution comprendra un suivi de l'utilisation du assets reçues afin de s'assurer que la nourriture n'a pas été échangée avec d'autres personnes contre de l'argent, ce qui sera effectué physiquement dans les ménages. L'évaluation du PDM recueillera des informations sur la perception qu'ont les femmes et les hommes de la manière dont les fonds reçus pour les assets AGR sont gérés au sein du ménage comment ceci a répondu à leurs différents besoins ainsi que sur les changements qui en ont résulté.	1												

Sécurité Alimentaire: Activity 1.2.1: Évaluation rapide de la sécurité du système de semences	2											
Dès le début du programme, SCI et AVUDS réaliseront une évaluation rapide du système semencier dans la zone de santé de Kamango, qui sera liée à l'évaluation rapide du cluster et de la FH. Cette évaluation permettra de s'assurer que les activités prévues pour répondre à la réactivation agricole de la zone répondent à des normes minimales en termes de choix de semences, d'outils agricoles et de respect du calendrier agricole, compte tenu des conditions pédoclimatiques de la zone où elles seront réalisées mettront en œuvre ces activités. Les objectifs de cette évaluation sont : De faire un inventaire des cultures et des techniques agricoles pratiquées dans la zone d'intervention ciblée ; Mettre en évidence les principales sources de revenus du ménage ; Vérifier l'existence des groupes d'agriculteurs, les semences et les outils utilisés, etc. ; Réaliser un entretien avec les chefs de village et quelques leaders communautaires sur la faisabilité du projet (activité agricole) dans leur zone ; Discuter avec les leaders communautaires et certains agriculteurs du calendrier agricole de la zone et des cultures vivrières et horticoles adaptées dans la zone ; Déterminer les sources de semences et d'outils de travail du sol et effectuer une analyse du marché local des semences. Cette évaluation guidera la justification de la mise en œuvre des activités de relance agricole dans la zone d'intervention.	1											
Sécurité Alimentaire: Activity 1.2.2: Mobilisation communautaire et ciblage	2											
Le programme travaillera les comités de sélection pour développer et finaliser les critères de sélection. Cela permet d'assurer l'acceptation, la compréhension et la pertinence des critères. Le processus de ciblage sera participatif et inclusif. Les représentants communautaires de chaque groupe (femmes, minorités ethniques, personnes âgées, jeunes, personnes handicapées, etc.) seront invités à discuter et à identifier les critères de vulnérabilité propres à leur communauté. Le comité de sélection établira des listes préliminaires. Les équipes de suivi et d'évaluation du programme valideront les listes par des enquêtes et des visites de maison en maison, en se concentrant sur l'application correcte des critères de sélection. Les critères sont susceptibles d'inclure : la présence et le nombre de personnes vulnérables dans le ménage (personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et allaitantes, enfants de moins de cinq ans) ; la vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire par le biais du score de consommation alimentaire (SCA), de l'indice réduit de stratégie d'adaptation (rCSI) et de l'indice de faim des ménages (HHS). Ces critères seront appliqués à l'aide d'une méthodologie de carte de pointage adaptée, développée à l'origine pour les interventions d'urgence (à laquelle les deux partenaires sont associés). Enfin, les participants doivent avoir accès à la terre, faire de l'agriculture leur principal moyen de subsistance et/ou être disposés à s'engager dans la production agricole. Une analyse du genre et de la protection, y compris une évaluation des risques de conflit, sera menée dans chaque communauté ciblée. Les femmes seront ciblées pour les activités de relance de l'agriculture. L'objectif de l'analyse de genre sera d'évaluer le rôle des femmes dans la prise de décision sur la production agricole, la participation et la charge de travail dans les activités agricoles tout au long de la campagne agricole, et plus généralement, la prise de décision dans la gestion des revenus des ménages. Ces informations serviront à orienter la formation à la transformation des genres, qui sera dispensée aux participants des champs de démonstrations aux techniques agricoles, et les messages de sensibilisation qui seront diffusés dans les communautés.	1											

Sécurité Alimentaire: Activity 1.2.3:	2										
Mise en place des parcelles de démonstration / formation sur les techniques Agricoles / Suivi et monitoring des activités agricoles (prévention/protection contre les ravageurs et les maladies des cultures). La formation sera axée sur l'application de techniques agricoles résilientes et adaptées au changement climat, que ce soit pour les activités de maraîchage ou pour la production de cultures pluviales. La formation sera dispensée directement sur les sites des champs de démonstration et comprendra une formation sur les techniques de plantation et les techniques de rétention du sol et de l'eau (stratégies visant à réduire l'évaporation et la perte d'eau, maximisation de l'infiltration de l'eau) ; une formation sur la protection du champ (importance de la construction d'une clôture pour protéger le champ en utilisant des matériaux disponibles localement) ; une formation sur la façon de choisir de bonnes variétés de semences qui sont adaptées au contexte ; formation sur la gestion intégrée de la fertilité des sols, y compris le fumier, pour améliorer la productivité des sols ; comment créer un lit de semences pour optimiser la germination des graines ; formation sur les spécifications de plantation pour maximiser l'espace disponible et éviter le surpeuplement ; comment prévenir les pertes de récoltes par l'utilisation de pesticides naturels (cendres, tabac, feuilles de margousier, piments, etc.) ; la conservation de la production pour éviter les pertes dues aux parasites, à la détérioration, aux intempéries, etc. Au cours de ces activités, des séances de sensibilisation seront organisées pour améliorer l'égalité des sexes, la cohésion sociale et les meilleures pratiques nutritionnelles avec les participants. Une sensibilisation sur la transformation du genre sera également dispensée aux ménages participant aux activités de l'école familiale afin de promouvoir des rôles positifs pour les hommes et les femmes, une division du travail plus équitable et d'assurer une participation significative des femmes aux activités agricoles, en s'appuyant sur les évaluations des rôles des hommes et des femmes réalisées précédemment. Des relais communautaires seront recrutés pour soutenir ces activités. Ce personnel sera recruté localement et sera basé en permanence dans les zones d'intervention afin d'assurer la continuité des formations, des sensibilisations et des visites aux ménages.	1										
Sécurité Alimentaire: Activity 1.2.4:	2										
Transfert inconditionnel de cash / Distribution des vivres de protection des semences. Les bénéficiaires profiteront d'une distribution de nourriture "ration de protection" à 80% du MEB (environ 17\$ par personne/ 100\$ par ménage). Le kit sera composé de 40KG de farine de Maïs, 20Kg de riz, 15Kg de haricot ; 5 litres d'huile et 1Kg de sel. 500 ménages vulnérables (3,000 personnes) seront ciblés pour cette activité. La distribution aura lieu juste avant la distribution des semences. Elle maximisera l'impact du soutien agricole, puisque les bénéficiaires pourront conserver les semences reçues au lieu de les consommer par manque de nourriture. Des sessions de sensibilisation à la promotion de la diversité alimentaire viendront compléter l'assistance alimentaire inconditionnelle pour la protection des semences avec des sessions de sensibilisation sur des sujets tels que les bons comportements alimentaires, les pratiques nutritionnelles, la promotion de la diversité alimentaire et le contenu des distributions seront menées avant et pendant intervention.	1										

Sécurité Alimentaire: Activity 1.2.5:	2												
Suivi post-distribution (PDM) des kits agricoles Des enquêtes de satisfaction seront menées pour recueillir les réactions des bénéficiaires le jour de la distribution. Environ 3 à 4 semaines après la distribution des intrants agricoles, l'activité consistera à interroger un échantillon représentatif de bénéficiaires au moyen d'une enquête de suivi post distribution pour évaluer le taux de germination dans les et la qualité des semences et outils aratoires reçues. Pendant la période des récolte (Décembre 2023/Janvier 2024), une dernière évaluation sera conduite afin de déterminer l'impact de l'activité sur la productivité des semences et leur sécurité alimentaire et leur vulnérabilité socio-économique, parallèlement à une enquête post récolte au niveau des ménages liée aux activités du secteur de l'agriculture. Les rapports seront partagés au bailleur (FHRDC) et au sein du cluster SECAL.	1												
Sécurité Alimentaire: Activity 1.2.6:	2												
Coordination et supervision conjointe avec les services techniques du gouvernement (IPAGRI/ITAGRI) Pour garantir l'acceptation locale et la durabilité, SCI et AVUDS travailleront en étroite collaboration avec les autorités provinciales et locales. Le programme se coordonnera avec IPAGRI/ITAGRI (Inspection provincial de l'Agriculture/Inspection Territoriale de l'Agriculture). Les équipes techniques agricoles travailleront avec l'équipe technique IPAGRI/ITAGRI sur le calendrier de formation. Le choix final des cultures, les tests de germination, la formation technique des bénéficiaires et la distribution des intrants agricoles prévus seront effectués conjointement avec IPAGRI /ITAGRI. Le programme formalisera les activités et les responsabilités d'IPAGRI /ITAGRI pour délimiter les interventions et le suivi des bénéficiaires après la fin du projet. En outre, IPAGRI /ITAGRI sera responsable de la révision/approbation de tous les modules de formation et facilitera conjointement les sessions de formation avec SCI et AVUDS dans les différentes localités ciblées. Le partenariat (SCI/AVUDS) concevra des méthodes de formation et de vulgarisation basées sur les besoins identifiés auprès des populations ciblées. Le programme établira un calendrier avec IPAGRI /ITAGRI pour des missions conjointes sur le terrain afin d'assurer le suivi et l'appui technique aux bénéficiaires. Si des lacunes en matière d'expertise technique sont identifiées, le personnel technique des partenaires organisera des sessions de formation pour renforcer les capacités techniques du personnel du programme et de l'équipe d'IPAGRI /ITAGRI impliquée dans les activités du programme.	1												

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

SC adhère à la norme humanitaire de base (CHS). La redevabilité est l'une de nos valeurs fondamentales. SC va promouvoir des relations de confiance et collaboration avec les enfants/les communautés. La redevabilité envers les bénéficiaires sera soutenue par des mécanismes localisés dans le site d'intervention sensibles au genre, privilégiés par la communauté, inclusifs et identifiés par les enfants. SCI donne la parole aux partenaires/communauté/enfants et offre la possibilité d'influencer les décisions les concernant. La communauté/les enfants ont un droit inaliénable de demander des comptes, influer les actions, politiques et priorités au niveau local. Les plans de projet et budgets sont élaborés avec participation directe des enfants/parties prenantes pour prendre en compte leur opinions et propositions. Les parties prenantes utiliseront différents canaux pour communiquer leurs demandes et idées. Les communautés et les partenaires seront informés des limites possibles des activités

Implementation Plan

SC a déjà suffisamment de staff en place pour assurer la mise en œuvre de ce projet et n'aura pas besoin de recruter de staffs supplémentaires. Le projet sera géré par l'équipe d'urgence humanitaire qui est mobile et basé à travers nos différents bureaux de l'est notamment à Goma. Il en est de même pour nos partenaires qui ont une forte présence locale et ont déjà déjà l'effectif sur place pour commencer le travail. Pour des potentiels achats, SC a la capacité de préfinancer et s'appuiera sur des accords cadre pour un court délais de livraison .

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
<u>Environment Marker Of The Project</u>	

Gender Marker Of The Project

4- Likely to contribute to gender equality, including across age groups

Justify Chosen Gender Marker Code**Protection Mainstreaming**

SC assurera la centralité de la protection dans la programmation et la mise en œuvre des activités planifiées. Une équipe est sur place pour effectuer une analyse du genre et barrières d'accès spécifiques aux femmes/filles/personnes âgées/vivant avec handicap, prenant en compte les éléments de sensibilité aux conflits et la dynamique sociale, comme par exemple les dimensions ethniques/tensions communautaires qui peuvent être créées par l'assistance avec les populations voisines. Le principe de ne pas nuire est centrale au programme et se traduira dans le ciblage et engagement communautaire. SC accentuera l'engagement communautaire pour mitiger le risque, accroître l'acceptation et s'appuiera sur les résultats de l'évaluation pour assurer un ciblage favorisant les plus vulnérables et désagrégé par âge/sexe. Les mécanismes de feedback sont centraux à la redevabilité/la centralité de la protection. SC déployera ses équipes de sauvegarde pour un suivi continue et une capacité de correction de trajectoire. L'équipe fera une analyse de risques des activités en mettant en place des mesures de mitigations adaptées.

Country Specific Information**Safety and Security****Access**

Toutes les zones ciblées par ce projet sont accessibles. toutes sont accessibles par voie routière . SCI a des équipes sur place dans le Masisi (sous financement de BHA, du ministère étranger de la Norvège et SIDA) ou les missions peuvent s'effectuer depuis Goma.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1. Staff and Other Personnel Costs							
1.1	Directrice Humanitaire	D	1	10,50 0.00	12	10.00	12,600.00
<i>La directrice humanitaire est la partie redevable pour la mise en œuvre de tout projet humanitaire ainsi que la coordination avec d'autres acteurs et d'autres partenaires. Ce poste est basé à Goma. Le cout total pour le projet 12600 USD, correspondant à 10500 USD/Mois pendant 12mois à 10 %</i>							
1.2	Conseilliere Technique Protection/VBG	D	1	8,000 .00	12	10.00	9,600.00
<i>La CP TA basée à Goma aura pour rôle d'assurer une harmonisation de l'approche et des activités de protection de l'enfant du projet avec la stratégie nationale, régionale et globale de SC. Elle s'assurera également de la complémentarité des activités du FHRDC avec les autres projets en cours dans la zone et plus largement dans le pays. Le salaire brut par mois est à 5525 USD et les bénéfices à 2975 USD (comprenant les frais d'hébergement, les voyages de retour dans le pays de résidence, la couverture médicale, les primes selon la localisation du poste, etc.). Elle est chargé à 10% du projet pour une période de 12 mois soit 9600 \$</i>							
1.3	Conseillier Technique SECAL	D	1	8,000 .00	12	10.00	9,600.00
<i>Le conseiller technique en SECAL s'assure de la qualité de la programmation et mise en œuvre des aspects de sécurité alimentaire et moyens d'existence de la programmation de SCI. Basé à Goma, Le salaire brut par mois est à 5525 USD et les bénéfices à 2975 USD (comprenant les frais d'hébergement, les voyages de retour dans le pays de résidence, la couverture médicale, les primes selon la localisation du poste, etc.). il est chargé à 10% du projet pour une période de 12 mois soit 9600 \$</i>							
1.4	Conseilliere Technique Genre	D	1	8,000 .00	12	3.00	2,880.00
<i>La conseillère technique en genre s'assure de l'intégration et les considérations du genre dans la mise en œuvre de tout projet de SCI. Basé à Goma, Le salaire brut par mois est à 5525 USD et les bénéfices à 2975 USD (comprenant les frais d'hébergement, les voyages de retour dans le pays de résidence, la couverture médicale, les primes selon la localisation du poste, etc.). il est chargé à 3 % du projet pour une période de 12 mois soit 2880 \$</i>							
1.5	National MEAL Manager	D	1	10,00 0.00	12	3.00	3,600.00
<i>Le gestionnaire suivi évaluation assure la qualité des outils utilisés lors des évaluations conduites toute au long du projet et des mécanismes de feedback. le poste est basé à Kinshasa avec des fréquentes missions à Goma et sur le terrain. le cout mensuel est de 10000 \$ qui seront chargé à 3% Pendant une période de 12mois, soit un total de 3600\$.</i>							
1.6	Head of ACCM	D	1	10,00 0.00	12	3.00	3,600.00
<i>La cheffe des communications et de plaidoyer s'assurera de la coordination avec d'autres acteurs, la visibilité de l'action et contribue à la stratégie et l'opérationnalisation des messages de plaidoyer humanitaire de SCI. il sera Basé à Kinshasa, il est budgétisé pour 12mois, pour un cout mensuel de 10 000\$ à 3%, soit un total de 3600.</i>							

1.7	Directeur des Operations	D	1	11,50 0.00	12	3.00	4,140.00
	<i>Le directeur des opérations est la partie redevable pour toute mise en œuvre sur terrain et surtout les aspects liés aux bureaux, à la fleet, aux achats, à la contractualisation etc. il est basé à Goma et budgétisé pour 12 mois, Pour un cout mensuel de 11500\$ à 3%. le total est de 4140\$.</i>						
1.8	Gestionnaire Humanitaire Du projet	D	1	6,220 .00	12	19.00	14,181.60
	<i>La gestionnaire humanitaire supervise la mise en œuvre de ce projet et basé Goma avec plusieurs missions prévues sur terrain. Budgétisé à 19%, le reste du Budget sera prélevé sur les fonds humanitaires internes à notre disposition. le salaire mensuel brut est de 6220 \$ budgétisé pendant 12mois. le montant total est de 14181.6\$.</i>						
1.9	Coordonnatrice Humanitaire	D	1	4,200 .00	12	10.00	5,040.00
	<i>La coordonnatrice humanitaire est sur terrain et participe a la mise en œuvre et la supervision des activités exécutées par les partenaires. le cout total mensuel est de 4200 \$, Budgétisé pendant 12 Mois à 10% , soit 5040\$. Le titulaire est basé à Goma.</i>						
1.10	Coordo MEAL Humanitaire	D	1	3,700 .00	12	10.00	4,440.00
	<i>Le coordonnateur MEAL humanitaires est responsable pour les évaluations de suivi évaluation de ce projet en coordination avec la coordonnatrice de la sauvegarde pour assurer que des risques sont identifiés et les plans de mitigation suivis mais aussi pour mesurer l'impact de l'action. le titulaire est basé à Goma et Budgétisé à 10%.. le reste du Budget sera prélevé sur les fonds humanitaires internes à notre disposition. le salaire mensuel brut est de 3700 \$ pendant 12 mois. le montant total est de 4440\$.</i>						
1.11	Coordo Sauvegarde Humanitaire	D	1	3,800 .00	12	10.00	4,560.00
	<i>La coordonnatrice de sauvegarde est responsable pour les sensibilisations, la visibilité, la communication avec des communautés etc. autour de la sauvegarde de l'enfant. Elle est également la spécialiste en matière de identification de risques du projet et de l'élaboration du plan de mitigation de ces risques. La personne est également formatrice national en PSEA et s'assurera de ceci toute au long de la mise en œuvre aussi. le salaire mensuel brut est de 3800\$, budgétisé à 10% pendant 12mois, soit un budget total de 4560\$ Pour l'ensemble du projet</i>						
1.12	Head of Awards	D	1	7,000 .00	12	3.00	2,520.00
	<i>La gestionnaire des subventions est responsable du Suivi des clauses contractuelles entre SCI et le FHRDC ainsi que le membre de SCI (SCUK) avec qui le contrat est signée. Basé à Kinshasa, Elle s'assure également du respect des délais de rapportage et l'organisation des audits. le salaire mensuel brut est de 7000 \$, budgétisé à 3% pendant 12 mois, soit un total de 2520 \$</i>						
1.13	Spécialiste en partenariat	D	1	5,000 .00	12	3.00	1,800.00
	<i>La spécialiste en partenariat s'occupe des relations entre SCI et ses partenaires de mise en œuvre-- AVUDS et Umoja in Action pour cette action. Elle les accompagne pour assurer une conformité aux exigences bailleur mais aussi de SCI en termes des opérations mais aussi du rapportage tant narratif que financière et les accompagne dans le processus de localisation. Basé à Kinshasa, le salaire mensuel brut est de 5000\$, budgétisé à 3% pendant 12mois, soit un budget total de 1800\$ Pour l'ensemble du projet</i>						
1.14	Gestionnaire Sécurité(National)	D	1	6,200 .00	12	5.00	3,720.00
	<i>Le gestionnaire de la sécurité au niveau national est responsable pour la sécurité et conseille sur les mouvements, les risques, la sensibilité aux conflits etc. Basé à Goma, Il contribue également activement aux plans de mitigation des risques et participe aux différents forums d'accès pour assurer une bonne coordination ente acteurs humanitaires. le salaire mensuel brut est de 6200 \$, budgétisé à 5% pendant 12mois, soit un budget total de 43720\$ Pour l'ensemble du projet.</i>						
1.15	Officier Informations/Communications	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
	<i>L'officier des informations/communications s'assure de la visibilité du projet mais est également chargé de la rédaction des différents alertes, et publications internes et externes en lien avec la situation humanitaire dans les zones de mise en œuvre et l'impact de l'action. le salaire mensuel brut est de 3000\$, budgétisé à 10% pendant 12mois, soit un budget total de 3600\$ Pour l'ensemble du projet. il est basé à Goma</i>						
1.16	Assistante au programme humanitaire	D	1	2,000 .00	12	10.00	2,400.00
	<i>L'assistante au programme humanitaire facilite les mouvements et l'organisation entre collègues du terrain, s'assure de la conformité de leurs justificatifs de voyage etc., assurer la participation aux différentes réunions de coordination et centralise les informations issues de ces réunions pour assurer une communication transparente, facilite les visites etc. il est basé à Goma et budgétisé à 10% pour un cout salarial mensuel 2000 \$ pour une durée de 12mois. le budget total qui lui est consacré est de 2400 \$.</i>						
1.17	Coordonnateur SECAL humanitaire	D	1	4,000 .00	12	20.00	9,600.00
	<i>Le coordonnateur SECAL sera sur terrain pour directement superviser le partenaire AVUDS dans les distributions et des activités de moyen de subsistance et assurer une supervision technique aux équipes MEAL lors des évaluations Post distribution (PDM). Il sera basé Goma.</i> <i>le salaire mensuel brut est de 4000\$, budgétisé à 20% pendant 12mois, soit un budget total de 9600\$ Pour l'ensemble du projet.</i>						
1.18	Officière de Protection Humanitaire	D	1	2,000 .00	12	10.00	2,400.00
	<i>L'officier de PE sera en charge du suivi et de l'appui technique des activités de protection auprès du partenaire. Il sera le garant de la bonne compréhension et application des normes et standards en lien avec la CP TA. Les avantages sociaux pour le personnel national sont calculés sur la base de la législation et de la pratique du travail local. le salaire mensuel brut est de 2000\$, budgétisé à 10% pendant 12mois, soit un budget total de 2400\$ Pour l'ensemble du projet</i>						

1.19	Officier de rapportage humanitaire	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
<i>L'officier de rapportage humanitaire est le point focal pour la rédaction des rapports au bailleur et la centralisation des informations concernant les acquis et l'impact du projet. il est basé à Goma et budgétisé à 10% pour un cout salarial mensuel 3000 \$ pour une durée de 12mois. le budget total qui lui est consacré est de 3600 \$.</i>							
1.20	Officier MEAL humanitaire	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
<i>L'officier MEAL humanitaire est en charge de la base des données sur le suivi des bénéficiaires ainsi que celle sur les plaintes et coordonne le retour aux personnes qui ont formulée de plaintes ou questions. il est basé à Goma et budgétisé à 10% pour un cout salarial mensuel 3000 \$ pour une durée de 12mois. le budget total qui lui est consacré est de 3600 \$.</i>							
1.21	Sr. Officer Finance Humanitaire Goma	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
<i>L'officière des finances humanitaires se charge du suivi des pièces justificatifs des collègues et des partenaires, du paiement des fournisseurs et du partenaire et du rapportage financière de la subvention. elle est basée à Goma et budgétisé à 10% pour un cout salarial mensuel 3000 \$ pour une durée de 12mois. le budget total qui lui est consacré est de 3600 \$.</i>							
1.22	Officier Achats Humanitaire	D	1	2,300 .00	12	10.00	2,760.00
<i>L'officier des achats humanitaires fait le point avec les conseillers techniques pour assurer la commande, réception entreposage et distribution des intrants de qualité conforme aux normes des secteurs concernés. il est basé à Goma et budgétisé à 10% pour un cout salarial mensuel 2300 \$ pour une durée de 12mois. le budget total qui lui est consacré est de 2760 \$.</i>							
1.23	Magasinier humanitaire	D	1	2,000 .00	12	10.00	2,400.00
<i>Le magasinier humanitaire s'occupe de l'entreposage sur terrain et la supervision des magasiniers dans les FOSA soutenus par cette action. il est basé à Goma et budgétisé à 10% pour un cout salarial mensuel 2000 \$ pour une durée de 12mois. le budget total qui lui est consacré est de 2400 \$.</i>							
1.24	Chauffeurs	D	2	1,100 .00	12	30.00	7,920.00
<i>Les chauffeurs facilitent les mouvement des équipes de mise en œuvre sur terrain et entre la/les bases et le terrain. ils sont basés à Goma et budgétisé à 30% pour un cout salarial mensuel 1100 \$ pour une durée de 12mois. le budget total qui leur est consacré est de 7920\$</i>							
1.25	Country Shared Cost - salaires internationaux	D	1	2,110 .00	1	100.00	2,110.00
<i>Conformément à la méthodologie globale de répartition des coûts de Save the Children, \$2110 sont budgétisés sur la durée de la subvention pour les coûts salariaux du personnel international. Le personnel international de SC RDC s'acquittera de toutes les tâches et activités qui bénéficieront à l'ensemble du programme de pays, y compris la gestion des cadres supérieurs/exécutifs, la qualité du programme, le suivi, les ressources humaines, l'administration, le financement, les opérations et la sécurité. Ces activités et les coûts associés sont essentiels pour garantir le bon fonctionnement des programmes et en conformité avec les meilleures pratiques, les politiques et les exigences et réglementations nationales et des donateurs. Voir les détails dans la feuille de Calcul des couts partagés.</i>							
1.26	Country Shared Cost - salaires nationaux	D	1	8,440 .00	1	100.00	8,440.00
<i>Conformément à la méthodologie globale de répartition des coûts de Save the Children, \$8440 Sont budgétisés (Pourcentage très faible) sur la durée de la subvention pour les coûts salariaux du personnel national Non budgétisés mais qui s'acquitteront de tâches et d'activités au profit de l'ensemble du programme de pays, y compris cadre supérieur/de direction, qualité du programme, suivi, ressources humaines, administration, finances, opérations, gestion, logistique et sécurité. Ces activités et les coûts associés sont essentiels pour garantir que les programmes fonctionnent efficacement et en conformité avec les meilleures pratiques, les politiques et les exigences et réglementations nationales et des donateurs. À des fins de budgétisation et de calcul mensuel, l'intégralité du calcul équitable prévu pour ce poste est réparti également sur le nombre total de mois de la période d'exécution de ce projet. Au cours de la mise en œuvre, le personnel enregistre son temps en fonction du temps réel consacré à chaque activité, et les taux d'allocation pour toutes les récompenses sont calculés sur une base mensuelle. Voir les détails dans la feuille de Calcul des couts partagés.</i>							
1.27	Country Shared Cost - Non salary benefits	D	1	8,463 .00	1	100.00	8,463.00
<i>Conformément à la méthodologie globale de répartition des coûts de Save the Children, \$8463 sont budgétisés sur la durée de la subvention pour les bénéfices non salariaux. C'est une contribution aux avantages sociaux des staffs nationaux et internationaux du bureau de la coordination qui appuieront des temps en temps l'implémentation du projet. Notez que ces staffs ne sont pas budgétisés dans le présent projet alors que leur support est attendu et très nécessaire. Les détails de calcul sont inclus dans la feuille de calcul des couts partagés.</i>							
1.28	Spécialiste SMSPS et protection	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
<i>Le spécialiste SMSPS Roving aura pour rôle d'assurer une harmonisation de l'approche et des activités de SMSPS du projet avec le CP TA. Basé à Goma, Il s'assurera également de la complémentarité des activités du FHRDC avec les autres projets en cours dans la zone et plus largement dans le pays. Les ressortissants de la RDC ont droit à une allocation médicale qui est en moyenne de 456 \$ par an, une allocation scolaire qui est en moyenne de 10 \$ par an et une allocation de fin qui est de 8,33 % du salaire de base par an.</i>							
1.29	Spécialiste Gestion de Cas	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
<i>Le spécialiste Gestion de Cas Roving aura pour rôle d'assurer une harmonisation de l'approche et des activités de gestion de cas du projet avec le CP TA. Il s'assurera également de la complémentarité des activités du FHRDC avec les autres projets en cours dans la zone et plus largement dans le pays. il est basé à Goma et budgétisé à 10% pour un cout salarial mensuel 3600 \$ pour une durée de 12mois. le budget total qui lui est consacré est de 3600 \$.</i>							

1.30	MHPSS specialist (Goma)	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
	<i>Le spécialiste en santé mentale facilitera les points d'écoute dans les coins d'allaitement pour faciliter le référencement. il est basé à Goma et budgétisé à 10% pour un coût salarial mensuel 2000 \$ pour une durée de 12 mois. le budget total qui lui est consacré est de 3600 \$.</i>						
	Section Total						153,974.60
2. Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Formation de 5 jours en gestion des cas ou référencement adaptés à l'âge et au sexe des enfants pour les gestionnaires des cas et leurs supervis	D	20	30.00	3	100.00	1,800.00
	<i>3 jours, 20 participants (personnel UIA, SCI, DIVAS) - La formation d'une durée de 3 jours visera à présenter l'approche gestion de cas aux équipes de UIA en y associant la DIVAS avec un accent particulier sur le gestionnaire de cas et le superviseur. Le paquet et la boîte à outils de l'approche "Step to Protect" de SCI seront utilisés (modules, outils et matériel, etc.) et les fiches de gestion de cas inter-agence du GTPE seront utilisées. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 30 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et rafraîchissement, de matériel et d'impression (voir en annexe les coûts détaillés). cout total: 1800 USD</i>						
2.2	Formation des prestataires de services et gestionnaires de cas sur VSBG et CCS	D	20	30.00	3	100.00	1,800.00
	<i>3 jours, 20 participants (personnel UIA, SCI, DIVAS, APS, prestataires) - La formation d'une durée de 3 jours visera à présenter l'approche gestion de cas des survivants de VSBG et CCS. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 30 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et rafraîchissement, de matériel et d'impression (voir en annexe les coûts détaillés).</i>						
2.3	Formation des superviseurs et prestataires de services et gestionnaires de cas sur	D	12	30.00	3	100.00	1,080.00
	<i>3 jours, 13 participants (personnel UIA, SCI, DIVAS) - La formation d'une durée de 3 jours visera à présenter l'approche gestion de cas aux superviseurs des équipes de UIA en y associant la DIVAS avec un accent particulier. Le paquet et la boîte à outils de la supervision dans la gestion de cas. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 30 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et rafraîchissement, de matériel et d'impression. cout total: 1080 USD.</i>						
2.4	Appui à la prise en charge de cas complexes (enveloppe d'urgence) pour 50 enfants (ex: soins médicaux particuliers, nourritures, vêtements, etc	D	400	90.00	1	100.00	36,000.00
	<i>Enveloppe individuelle d'une moyenne de 90 USD pour 400 enfants (forfait) - Cette enveloppe constituera un fonds d'urgence permettant de subvenir de manière exceptionnelle et selon des critères strictes déterminés à l'avance à des besoins spécifiques d'enfants vulnérables identifiés (ex: soins médicaux particuliers, nourritures, vêtements, etc.). budget total: 36000 USD</i>						
2.5	Atelier national passation/clôture du projet pour la gestion de cas avec les différentes sous bases	D	25	30.00	5	100.00	3,750.00
	<i>5 jours, 25 participants (personnel UIA, SCI, DIVAS, APS, prestataires) - Le personnel du projet impliqués dans la gestion des cas et les activités au sein des espaces sûrs feront un atelier de clôture pour la passation des cas gérés à d'autres acteurs/projets lors de la fin de ce projet. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 30 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et rafraîchissement, de matériel et d'impression. Budget total: 3750 USD.</i>						
2.6	Renforcement des capacités des animateurs communautaires sur la facilitation créative des espaces amis de enfants et sur le référencement	D	25	20.00	5	100.00	2,500.00
	<i>5 jours, 25 participants (animateurs communautaires, superviseur, personnel UIA) - Les animateurs communautaires seront formés sur l'organisation et l'animation des activités récréatives aux seins des espaces sûrs ainsi que sur l'identification de cas potentiels de protection en lien avec le gestionnaire de cas. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 20 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et rafraîchissement, de matériel et d'impression (voir en annexe les coûts détaillés). cout total: 2500 USD.</i>						
2.7	Formation des superviseurs et animateurs communautaires sur la provision sein des PSS, le PFA et le développement de l'enfant	D	20	20.00	5	100.00	2,000.00
	<i>5 jours, 20 participants (animateurs communautaires, superviseur, APS, gestionnaire de cas, membres RECOPE) - Les animateurs communautaires des espaces sûrs, les membres des RECOPE de la zone, le superviseur du projet seront formés sur le soutien psychosocial de base, les premiers secours psychologiques et le développement de l'enfant. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 20 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et rafraîchissement, de matériel et d'impression (voir en annexe les coûts détaillés).cout total: 2000 USD.</i>						
2.8	Renforcement des capacités des animateurs communautaires sur L'identification et référencement des enfants dans les espaces EAE vers les TPS	D	20	20.00	5	100.00	2,000.00
	<i>5 jours, 20 participants (animateurs communautaires, superviseur, APS, gestionnaire de cas, membres RECOPE) - Les animateurs communautaires des espaces sûrs, les membres des RECOPE de la zone, le superviseur du projet seront formés sur le soutien psychosocial de base, les premiers secours psychologiques et le développement de l'enfant. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 20 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et rafraîchissement, de matériel et d'impression (voir en annexe les coûts détaillés).</i>						
2.9	Formation des staffs sur le mécanisme MRM	D	20	20.00	5	100.00	2,000.00
	<i>Les animateurs communautaires des espaces sûrs, les membres des RECOPE de la zone, le superviseur du projet seront formés sur les violations grave, comment les repérer dans la communauté et à qui les référer. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 20 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et rafraîchissement, de matériel et d'impression</i>						

2.10	Fourniture de collation et d'eau potable pour les enfants au sein des EAE	D	25	120.00	11	100.00	33,000.00
	<i>Des collations une fois par semaine, pendant 44 semaines, réparties sur 11 mois (20 jours par mois) - Les collations (pour 1000 francs congolais par enfant, on considère 500 enfants par espace par jour pour un total de 120 USD par espace) seront élaborées en fonction des coutumes locales, de l'accessibilité des produits et de leur valeur nutritive</i>						
2.11	Mise en place d'un mécanisme de veille MRM à travers des points focaux dans la communauté	D	50	30.00	9	100.00	13,500.00
	<i>25 points focaux communautaires seront formés sur les violations graves et comment les repérer dans la communauté et à qui les référer. Ceux-ci seront motivés par un remboursement de frais de transport de 30 USD pendant les 9 itérations d'implémentation du projet au sein de 2 localités</i>						
2.12	Formation girls decide pour les espaces amis des filles pour les staffs, les partenaires et les animateurs communautaires	D	25	30.00	10	100.00	7,500.00
	<i>5 jours + 5 jours de Refresh, 25 participants (animateurs communautaires, superviseur, personnel UIA) - Les animateurs communautaires seront formés sur l'organisation et l'animation des activités avec les filles pour un soutien psychosocial ad hoc. Les coûts par participant s'élèvent en moyenne à 30 USD et comprennent le coût de location de la salle, de déjeuner et de rafraîchissement, de matériel et d'impression (voir dans l'annexe les coûts détaillés).</i>						
2.13	Impression de visibilités sur les mécanismes de référencement, la sauvegarde, le PSEA et les mécanismes de redevabilité	D	1	3,070.73	1	100.00	3,070.73
	<i>Ce montant couvrira l'impression des matériaux de visibilité pour assurer que les communautés aient suffisamment d'informations sur les mécanismes de référencement, les mécanismes de plainte et de redevabilité, la sauvegarde et la PSEA</i>						
2.14	Conduite de l'évaluation rapide du marché et identification des filières AGR de valeur ajoutées	D	1	4,000.00	1	100.00	4,000.00
	<i>Cout pour couvrir la collecte de données de l'évaluation de 4 principaux marchés de la zone de santé de Kirotshe (Marché de Bweremana, de Shasha, de Sake et de Karuba). Pour ce faire SCI aura besoin de 20 enquêteurs en raison de 5 enquêteurs par marché pendant 5 jours, le jour de formation sur la collecte des données inclus. Sachant que la rémunération journalière de l'enquêteur local est de 30USD, le cout total de la rémunération des enquêteurs est de 3000USD. Le cout pour l'obtention des matériaux/outils de collecte des données, repas pendant la formation, location salle de formation des enquêteurs est estimé à 1000USD soit un total de 4000USD.</i>						
2.15	Conduite de l'évaluation rapide du système de sécurité des semences.	D	1	4,000.00	1	100.00	4,000.00
	<i>4000 USD seront nécessaires pour couvrir l'évaluation rapide du système de sécurisation des semences. Ceci inclut la disponibilisation des matériaux et équipements pour les enquêtes auprès des ménages, commerçants et transporteurs pour l'évaluation du système de sécurisation des semences dans la zone d'intervention. Cout pour couvrir la collecte de données de l'évaluation sur la sécurité du système semencier dans 4 grandes agglomérations de la zone de santé de Kirotshe (Bweremana, Shasha, Sake et Karuba). Pour ce faire SCI aura besoin de 20 enquêteurs en raison de 5 enquêteurs par village pendant 5 jours, le jour de formation sur la collecte des données inclus. Sachant que la rémunération journalière de l'enquêteur local est de 30USD, le cout total de la rémunération des enquêteurs est de 3000USD. Le cout pour l'obtention des matériaux/outils de collecte des données, repas pendant la formation, location salle de formation des enquêteurs est estimé à 1000USD soit un total de 4000USD.</i>						
2.16	Conduite de l'évaluation update du FRA (Feasability Risk Assessment) à Masisi	D	1	3,000.00	1	100.00	3,000.00
	<i>Cout pour réaliser une étude de faisabilité de la mise en œuvre des AGRs dans les 4 grandes agglomérations de la zone de santé de Kirotshe (Bweremana, Shasha, Sake et Karuba). Pour ce faire SCI aura besoin d'échanger avec au moins 400 personnes vulnérables ayant les besoins de développer des AGRs. Cela permettra à SCI de sélectionner les AGRs à appuyer, qui après analyse se révèlent plus rentables. Ce qui donne un cout de 7,5USD (transport, l'eau et pause café) par personne qui participera aux échanges.</i>						
2.17	Formation ToT sur la mise en œuvre des AGRs des assistants et mobilisateurs communautaires	D	1	4,000.00	1	100.00	4,000.00
	<i>Formation des formateurs pour 10 staffs (AVUDS et SCI) pendant 5 jours sur la conduite des AGRs, ces couts couvrent la logistique de l'atelier, les matériaux, l'équipement et les rafraîchissements/déjeuner durant la conduite de l'atelier. Le cout journalier est de 800 USD qui couvre la location de la salle et les matériaux de formation (150USD); per diem (35USD * 10pers = 350USD); logement participants (30USD * 10pers = 300USD).</i>						
2.18	Formation ToT sur les techniques agricoles des assistants et mobilisateurs communautaires	D	1	4,000.00	1	100.00	4,000.00
	<i>Formation des formateurs pour 10 staffs (AVUDS et SCI) pendant 5 jours sur la conduite des formations sur les techniques agricoles sensibles au changement climatique, ces couts couvrent la logistique de l'atelier, les matériaux, l'équipement et les rafraîchissements/déjeuner durant la conduite de l'atelier. Le cout journalier est de 800 USD qui couvre la location de la salle et les matériaux de formation (150USD); per diem (35USD * 10pers = 350USD); logement participants (30USD * 10pers = 300USD).</i>						
2.19	Renforcement des capacités des staffs Livelhood	D	1	4,000.00	1	100.00	4,000.00
	<i>Ces couts couvrent les dépenses pour l'achat des matériaux, supports et équipement pour la conduite d'un atelier de renforcement des capacités du personnel FSL sur les SOPs, les QBM et autres principes de travail et supervision avec les services techniques gouvernementaux. 10 staffs SCI-AVUDS * 5JOURS * 800USD = 4000USD. Le cout journalier est de 800 USD qui couvre la location de la salle et les matériaux de formation (150USD); per diem (35USD * 10pers = 350USD); logement participants (30USD * 10pers = 300USD).</i>						
2.20	Coordination et supervision conjointe avec IPAGRI/ITAGRI Kamango	D	1	3,000.00	3	100.00	9,000.00
	<i>Ces couts couvrent les frais de missions, les transports, équipement et matériaux pour les services IPAGRI/ITAGRI durant les missions de supervision conjointes des activités agricoles sur le terrain de façon conjointe avec AVUDS et SCI. 5 visites * 2 agents ITAPEL/IPAPEL * 12 mois * 75USD = 9000USD</i>						

4. Contractual Services							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	NA						
	Section Total						0.00
5. Travel							
5.1	Voyages Intra-Province (Nord Kivu)	D	1	1,500 .00	12	100.00	18,000.00
	<i>Pour une durée de 12 mois et à un taux de 100%, le projet supportera les couts des voyages des équipes humanitaires entre la base (Goma) et le terrain (Nyiragongo, Karisimbi, Masisi) pour un cout mensuel de 1500 \$. cout total: 18000\$.</i>						
5.2	Voyages Inter-Province	D	1	1,000 .00	4	100.00	4,000.00
	<i>Pour une durée de 4 Tours et à un taux de 100%, le projet supportera les couts des voyages des Conseillers techniques et responsables nationaux entre Kinshasa, Goma et le terrain (Nyiragongo, Karisimbi, Masisi) pour un cout mensuel de 1000 \$. cout total: 4000\$.</i>						
5.3	Country-Shared Cost: Travel & Lodging	D	1	125.0 0	1	100.00	125.00
	<i>Conformément à la méthodologie globale de répartition des coûts de Save the Children, \$125 est budgétisé sur la durée de la subvention pour les bénéfices Du voyage. C'est une contribution aux voyages du personnel Non budgétisé qui appuieront l'implémentation du projet et le bon fonctionnement des institutions internes (contrôles internes, etc.).</i>						
	Section Total						22,125.00
6. Transfers and Grants to Counterparts							
6.1	Subgrant to ACTION DES VOLONTAIRES UNIS POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA SANTE "AVUDS"	D	1	232,5 00.00	1	100.00	232,500.00
	<i>ces fonds seront sous gestion directe du partenaire AVUDS, incluant les couts de l'implémentation des toutes les activités SECAL prévues pour ce partenaire, ses couts administratifs et logistiques correspondant. ces fonds seront utilisées sous supervision du bureau humanitaire de SCI (finance, coordination, MEAL) de manière à maintenir les standards d'implémentation du bailleur et ceux internes à SCI.</i>						
6.2	Subgrant to UMOJA IN ACTION (UIA)	D	1	492,9 00.00	1	100.00	492,900.00
	<i>492900 \$ seront sous gestion directe du partenaire Umoja in action afin de rendre possible d'implémentation des approches protection, incluant les couts de l'implémentation des toutes les activités SECAL prévues pour ce partenaire, ses couts administratifs et logistiques correspondant.</i>						
	Section Total						725,400.00
7. General Operating and Other Direct Costs							
7.1	Maintenance Vehicules Nord Kivu	D	1	1,000 .00	12	15.00	1,800.00
	<i>Le projet supportera à hauteur de 15 % Pendant 12 Mois, la maintenance du parc automobile du bureau humanitaire au nord Kivu pour un cout mensuel de 1000 \$. cout total: 1800\$</i>						
7.2	Location Vehicules Nord Kivu	D	1	1,200 .00	12	15.00	2,160.00
	<i>Le projet supportera à hauteur de 15 % Pendant 12 Mois, la location des véhicules pour le personnel terrain humanitaire au nord Kivu pour un cout mensuel de 1200 \$. cout total: 2160\$</i>						
7.3	Carburant Vehicule Nord Kivu	D	1	1,000 .00	12	15.00	1,800.00
	<i>Le projet supportera à hauteur de 15 % Pendant 12 Mois, l'achat du carburant pour le parc automobile humanitaire au nord Kivu pour un cout mensuel de 1000 \$. cout total: 1800\$</i>						
7.4	Loyer Bureau Humanitaire Goma	D	1	2,000 .00	12	10.00	2,400.00
	<i>Le projet supportera à hauteur de 10 % Pendant 12 Mois, la location du Bureau humanitaire au nord Kivu pour un cout mensuel de 2000 \$. cout total: 2400\$</i>						
7.5	Frais de fonctionnement bureau humanitaire Goma	D	1	500.0 0	12	10.00	600.00
	<i>Le projet supportera à hauteur de 10 % Pendant 12 Mois, les couts des frais de fonctionnement, incluant l'achat du consommable de Bureau, le règlement des factures d'eau, d'électricité, etc.) pour un cout mensuel de 500\$. cout total: 600\$</i>						

7.6	Communications Goma (Humanitaire)	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
<i>Le projet supportera à hauteur de 10 % Pendant 12 Mois, les couts de Communication de l'équipe Humanitaire pour un cout mensuel de 3000\$ (ceci inclus l'achat de l'abonnement internet, les crédits de communication, etc.). cout total: 3600\$</i>							
7.7	Loyer du bureau de Goma	D	1	3,500 .00	12	10.00	4,200.00
<i>Le projet supportera à hauteur de 10 % Pendant 12 Mois, la location du Bureau DE Coordination au nord Kivu pour un cout mensuel de 3500 \$. cout total: 4200\$</i>							
7.8	Communications de Goma	D	1	3,000 .00	12	10.00	3,600.00
<i>Le projet supportera à hauteur de 10 % Pendant 12 Mois, les couts de Communication du bureau de coordination pour un cout mensuel de 3000\$ (ceci inclus l'achat de l'abonnement internet, les crédits de communication, etc.). cout total: 3600\$.</i>							
7.9	Entrepot Goma (Humanitaire)	D	1	2,000 .00	12	10.00	2,400.00
<i>Le projet supportera à hauteur de 10 % Pendant 12 Mois, la location de l'entrepôt humanitaire au nord Kivu pour un cout mensuel de 2000 \$. cout total: 2400\$</i>							
7.10	Country Shared Cost - Vehicle & Transport Costs	D	1	1,184 .00	1	100.00	1,184.00
<i>Conformément à la méthodologie globale de répartition des coûts de Save the Children, \$1184 sont budgétisés sur la durée de la subvention pour les bénéfices du transport. C'est une contribution aux dépenses liés à la mobilité du personnel non budgétisé par le projet mais indispensable au fonctionnement de la structure interne et un support important au projet (Visites terrain du directeur pays, Gestionnaire du contrôle qualité, etc.). ces couts sont prélevés en toute objectivité comme détaillé dans la feuille "calculateur des couts partagés".</i>							
7.11	Country Shared Costs - Premise Costs	D	1	12,99 1.00	1	100.00	12,991.00
<i>\$12991 sont budgétisés sur la durée de la subvention pour participer aux couts liés à la communication, aux assurances, la location et l'entretien des équipements non budgétisés pour le personnel ou les Bureaux non subventionnés par le projet. ces couts sont prélevés en toute objectivité comme détaillé dans la feuille "calculateur des couts partagés".</i>							
Section Total							
SubTotal				728.00			1,121,495.33
Direct							
Support							
PSC Cost							
PSC Cost Percent							
PSC Amount							
Total Cost							

Project Locations

Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
DRC > Nord-Kivu > Goma > Goma	50.00000	0	0	0	0	0	<p>CP: Activity 1.1.1:</p> <p>Renforcement de capacité des ac... CP: Activity 1.1.2:</p> <p>Identification et accompagnemen... CP: Activity 1.1.3:</p> <p>Renforcement des services /stru... CP: Activity 1.1.4:</p> <p>CP: Activity 1.2.1:</p> <p>Mise e... CP: Activity 1.2.2:</p> <p>Soutenir les parents et leur or... CP: Activity 1.2.3:</p> <p>Mener des activités de préventi... CP: Activity 1.2.4:</p> <p>Renforcement de la surveillance...</p>
DRC > Nord-Kivu > Masisi > Kirotshe	50.00000	0	0	0	0	0	<p>FSEC: Activity 1.1.1:</p> <p>Conduite d'une évaluation rapid... FSEC: Activity 1.1.2:</p> <p>FSEC: Activity 1.1.3:</p> <p>Formation des participants sur ... FSEC: Activity 1.1.4:</p> <p>Mise en place des plan d affair... FSEC: Activity 1.1.5:</p> <p>Monitoring et coaching des part... FSEC: Activity 1.1.6:</p> <p>Suivi PDM pour la distribution ... FSEC: Activity 1.2.1:</p> <p>Évaluation rapide de la sécurit... FSEC: Activity 1.2.2:</p> <p>Mobilisation communautaire et c... FSEC: Activity 1.2.3:</p> <p>Mise en place des parcelles de ... FSEC: Activity 1.2.4:</p> <p>Suivi ... FSEC: Activity 1.2.6:</p> <p>Coordination et supervision con...</p>

Documents

Category Name	Document Description
Budget Documents	FHRDC_CAM Calculator 11082023 .xlsx

Budget Documents	FHRDC_PE Justification du Budget (Narratif détaillé)..xlsx
Sub Grant Budget	FHRDC_Budget AVUDS (Couts partenaires 1).xlsx
Sub Grant Budget	FHRDC_Budget UiA (Couts partenaires 2).xlsx
Budget Documents	FHRDC 2023_Couts partagés_Feuille de calcul..xlsx
Budget Documents	Payrol Save the children.xlsx
Budget Documents	Spécifications des articles (Sup à 10000USD).xlsx
Budget Documents	FHRDC_Détails des couts.xlsx
Budget Documents	WCA CAM donor - Explication des couts partagés.pdf
Budget Documents	FHRDC_Détails des couts (Final).xlsx
Budget Documents	FHRDC_Détails des couts SCI (Final).xlsx
Budget Documents	FHRDC_Détails des couts SCI (Final).xlsx
Grant Agreement	GA - 26147 - SAVE THE CHILDREN.pdf
Grant Agreement	Grant agrement_OCHA-SCI_26147_Signed Part 1-1.pdf
Grant Agreement	Grant agrement_OCHA-SCI_26147_Signed Part 2-1.pdf
Grant Agreement	Ordre de mission + Attestation de nomination Greg Ram.pdf
Grant Agreement	Grant agrement_OCHA-SCI_26147_Signed_compressed.pdf
Grant Agreement	EO Signed Grant Agreement DRC-26147_compressed.pdf